

OPÉRATION WUAMBUSHU À MAYOTTE

PROJET DE LOI DARMANIN



**COMBATTONS
LE RACISME
OUVRONS LES
FRONTIÈRES**

Dossier

TURQUIE Résister
à la dictature de
l'État-parti d'Erdoğan

Pages 6 et 7

ÉDITO

Pour l'Aïd, l'«État de
droit» de plus en plus
absentéiste!

Page 2

PREMIER PLAN

Réindustrialisation.
Macron un giga-
champion... des profits

Page 2

LGBTI. Notre fierté,
c'est de lutter!

Page 3

ACTU INTERNATIONALE

USA. Les affrontements
politiciens sur les
finances publiques
menacent les pauvres

Page 4

Grèce. Lourde défaite de
la gauche plus que
jamais divisée

Page 5

ACTU SOCIALE

La «crise», c'est le
capitalisme!

Page 8

Éducation. Les élèves des
lycées professionnels
ne sont pas de la chair
à patrons

Page 9

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Manon
Ovion, déléguée
syndicale CGT chez
Vertbaudet

Page 12



Par JOSÉ ROSTIER

Pour l'Aïd, l'« État de droit » de plus en plus absentéiste!

Reprenre la main médiatique par une polémique raciste, sortir de la séquence de révolte sociale par la division de notre classe, pousser encore le spectre politique vers l'extrême droite en une dramatique course à l'échalote avec le RN et la droite dure... Nul doute que la « maladresse » du ministère de l'Intérieur demandant le recensement de « l'absentéisme » le jour de l'Aïd dans plusieurs académies soit désormais l'occasion d'une opération de communication huilée. Qu'elle réponde à un délirant article du *Figaro* annonçant un bond du nombre d'absentEs démontre, s'il le faut encore, le niveau de fange dans laquelle se vautre le macronisme. La possibilité de s'absenter une journée pour fête religieuse n'a déjà rien à voir avec de « l'absentéisme ». C'est un droit reconnu par l'Éducation nationale qui, pour reprendre la formule de la FSU, « fait partie de ces garanties de liberté qui fondent les équilibres [permettant] d'appliquer le principe de laïcité ». Ce qui est en revanche scandaleux et participe aux menaces sur nos droits et libertés, c'est cette démarche de recensement par la police de questions scolaires liées à une religion particulièrement visée. Contournant les rectorats, le ministère a agi par le biais des services de renseignement, plaçant de fait la question de ces absences comme relevant d'une menace à l'ordre public. Mais faut-il encore être surpris par une stigmatisation de plus, par le développement délibéré des fantasmes islamophobes ? Derrière le racisme absurde et mortifère d'une consigne gouvernementale, il y a peut-être surtout la question de l'« État de droit » qui est posée. Lorsque, comme dans l'Hérault, c'est le service départemental de l'Éducation nationale qui accepte de relayer ces demandes (avant de s'en excuser le lendemain), on voit à quel point une partie de l'administration a déjà perdu tout repère démocratique, toute capacité de résistance aux vents mauvais. Et à quel point il est urgent de s'appuyer sur les forces vives du mouvement social, syndicats et associations de défense des droits qui ont, elles, dénoncé immédiatement et fortement cette « maladresse » bien dans l'air du temps.

BIEN DIT

Si on ne se bouge pas le cul, et qu'on ne le fait pas maintenant, on va perdre cette planète!

HARRISON FORD, interview du 21 mai sur France 2

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau partiantcapitaliste.org

À la Une

OPÉRATION WUAMBUSHU À MAYOTTE, PROJET DE LOI DARMANIN

Combattons le racisme, ouvrons les frontières

Après qu'elle a été différée mais désormais autorisée par la justice, la mise en œuvre de l'opération policière de Darmanin à Mayotte se poursuit. Elle vise à démanteler, « décaser », des quartiers entiers, ce qui signifie expulser 24 000 habitantEs de l'île en deux mois, 400 personnes par jour ! Faisant une fois de plus l'amalgame entre insécurité, délinquance et immigration, il veut faire des plus de 40 % de la population venue des autres îles de l'archipel des Comores les responsables de tous les maux, cherchant à attiser toutes les divisions au sein de la population.

À Mayotte, l'État français colonial et raciste

Il ne fait pourtant nul doute que c'est bien l'ensemble des habitantEs de Mayotte qui sont discriminés, le droit du sol n'y étant même pas appliqué. De plus, ils sont les premiers à souffrir du sous-développement de l'île et de la précarité qu'il entraîne : 80 à 85 % des MahoraisEs vivent en dessous du seuil de pauvreté. Mais l'État prétend par exemple lutter contre la grande insalubrité des logements à coups de bulldozer... En réalité, le ministre de l'Intérieur veut faire faire de l'opération Wuambushu menée à Mayotte les prémisses racistes de la loi immigration qu'il va chercher à faire adopter au Parlement après l'été.

Mettre le projet de loi à la poubelle

Après avoir été différé en plein mouvement contre la réforme des retraites par crainte d'une contagion de la contestation, le projet de loi « Asile-immigration » revient

Gérald Darmanin « fait à Mayotte ce qu'il voudrait faire en métropole avec ses mesures sur l'immigration »... Par ces mots, la vice-présidente de la Ligue des droits de l'homme Marie-Christine Vergiat résume bien tout ce que contient la politique de Darmanin et son projet de loi : la chasse aux migrantEs par les méthodes les plus autoritaires.



aujourd'hui dans le débat. Sans surprise, son contenu est dans la logique utilitariste et répressive des lois antérieures, en les durcissant toujours plus. Darmanin a dit vouloir « rendre la vie impossible aux migrantEs ». Pour cela, le projet remet en cause le droit d'asile. Au prétexte d'accélérer la procédure, les droits des réfugiés pour leur défense seront en fait restreints. De plus, de nouvelles mesures répressives sont proposées pour criminaliser les migrantEs, l'objectif est de multiplier les OQTF (obligation de quitter le territoire) et d'augmenter les expulsions. Mais comme le patronat a toujours besoin d'une main-d'œuvre jetable et corvéable à merci, Darmanin propose de faire un « tri » odieux

entre les migrantEs. Ainsi, un titre de séjour temporaire d'un an serait créé, uniquement pour les travailleurEs employés dans les « métiers en tension », dont la liste varie selon les besoins, les époques et les lieux géographiques, mais qui se caractérisent tous par des salaires faibles et des conditions de travail pénibles !

Nous ne les laisserons pas faire !

Il y a quelques jours, des représentants de Les Républicains dévoilaient dans le *Journal du Dimanche* deux propositions de loi : possibilité de référendum sur la politique migratoire, rétablissement du délit de séjour clandestin, et inscription de la notion d'assimilation dans la

Constitution... Retailleau, le chef des sénateurs LR, l'affirme : « Les Français nous le disent dans tous les sondages : il y a trop d'immigrés. Il faut reprendre le contrôle »... « Un projet de rupture, à la fois audacieux et sérieux », selon son comparse Ciotti. Accusé par le RN de faire du « copier-coller » du programme présidentiel de Marine Le Pen, LR va donc participer à la concertation proposée par le pouvoir autour du projet de loi Darmanin pour se livrer à la surenchère la plus nauséabonde.

Mais en braconnant sur les terres de l'extrême droite, Macron, Darmanin et l'ensemble de la droite ne font que renforcer la propagande anti-migrantEs qui reste le fonds de commerce des fachos de tous poils. Un jeu très dangereux car il n'y a pas de meilleure façon de dérouler le tapis rouge à l'extrême droite. Sans attendre les prochaines manifestations spécifiquement contre le projet porté par Darmanin, il y a donc urgence à s'emparer des prochaines journées de mobilisation, à commencer par celle du mardi 6 juin contre la réforme des retraites. Car les luttes ne se divisent pas, et nous avons besoin de l'unité la plus grande et de conjuguer les mobilisations autour des questions sociales et démocratiques : pour un accueil digne des migrantEs, pour la liberté de circulation et d'installation.

Manu Bichindaritz

RÉINDUSTRIALISATION

Macron un giga-champion... des profits

Après avoir confirmé l'implantation d'une « giga-usine » de batteries près de Dunkerque, et reçu à Versailles 200 patrons venus de tous les continents, Macron a osé affirmer que la « réindustrialisation de la France » était en marche, s'auto-félicitant des annonces d'une création de 8000 emplois au total dont 3000 à Dunkerque.

À son invité d'honneur Elon Musk, fervent admirateur de Trump qui s'est dit « très impressionné » par le président français, Macron a déclaré : « Nous avons tant à faire ensemble ».

Des emplois supprimés par dizaines de milliers depuis 20 ans

Depuis 40 ans, en France, les effectifs salariés de la construction automobile ont chuté d'un tiers et sont passés de 330 000 il y a 20 ans à environ 200 000 aujourd'hui. À rapporter aux 3 000 emplois possiblement créés près de Dunkerque.

L'irruption des voitures à moteur électrique va aggraver restructurations et pertes d'emplois chez les constructeurs automobiles. Alors que le coût des batteries représente presque la moitié du prix d'une voiture électrique, les chaînes de production et de valeur de toute la filière automobile sont en cours de reconfiguration. Apparaissent de nouveaux gisements d'activité d'où sont espérées de nouvelles sources de profit à la dimension de l'industrie automobile mondialisée. Alors qu'aujourd'hui 80 % des batteries de type standard pour voitures électriques sont fabriquées par des

firmes chinoises, le total des plans annoncés en Europe pour l'horizon 2030 atteint déjà la capacité pour équiper 30 millions de voitures. Les annonces de Macron s'inscrivent dans ce contexte où la concurrence est exacerbée entre firmes et entre pays pour les accueillir à coups de subventions et d'avantages fiscaux. Gouvernement et région Hauts-de-France ont ainsi su attirer à Dunkerque la firme taïwanaise ProLogium. Le montant de la subvention qui lui a été accordée n'a pas été publié. Selon le quotidien *les Échos*, les seules subventions directes seraient comprises entre

1 et 1,5 milliard d'euros pour un investissement total de 5,2 milliards et 3 000 emplois à l'horizon 2030. C'est cher payé l'emploi créé !

Giga pour milliards de profits à coups de subvention publique

Le terme de « giga » s'applique sans conteste aux profits générés et aux dégâts causés par l'extraction massive notamment du cobalt et du nickel indispensables à ces batteries. Le tout pour quelques milliers d'emplois, jamais plus de 5 000 par usine alors que les sites historiques de Renault-Billancourt, de Peugeot-Sochaux ou de Fiat Mirafiori avaient

Un monde à changer

L'EMPLOI DES DRONES, SYMBOLE DU POUVOIR QUI RÉPRIME

Le Conseil d'État examine ces jours-ci un recours déposé par l'Association de défense des libertés constitutionnelles contre le décret autorisant l'usage de drones par les forces de police et de gendarmerie.

Dans son numéro consacré au bilan de la manifestation de Sainte-Soline, le magazine *la Voix du gendarme* se plaignait de la dissymétrie des équipements entre les forces de l'ordre privées de drones et les manifestantEs, et réclamait la possibilité pour les gendarmes mobiles de les utiliser contre les agissements des «*milices d'extrême gauche*».

Les forces de répression, police et

gendarmerie, ont une forte appétence pour cette technologie issue de la recherche militaire et, ça tombe bien, les industriels de l'armement, qui adorent l'argent public, cherchent de nouveaux débouchés pour rentabiliser leurs investissements.

La parution du décret d'application le 17 avril dernier — celui qui est attaqué devant le Conseil d'État — doit permettre de mettre fin à une situation gênante dans laquelle il n'y a pas de cadre légal pour l'utilisation des drones par les forces dont la fonction est précisément de défendre la loi et l'ordre bourgeois.

Une première tentative ayant échoué avec la loi «sécurité globale» — les articles traitant du drone ayant été rejetés par le

Conseil constitutionnel — leur utilisation avait été intégrée dans la loi «responsabilité pénale et sécurité intérieure» de 2021.

Dès la parution du décret d'application, les différents services de police et de gendarmerie ont demandé aux préfetures des décrets les autorisant à utiliser les drones, avec une conception très large des manifestations «susceptibles d'entraîner des troubles graves à l'ordre public»: rave party, rassemblement de motards, manifestations du 1^{er} Mai, mobilisations écolos locales, etc.

Cette mise en pratique immédiate illustre la montée en puissance de l'autoritarisme, expression de la crise de légitimité d'un pouvoir qui utilise tous les moyens juridiques et technologiques disponibles pour une répression accrue de toute forme de contestation.

Le chiffre 3 ans

C'est la peine à laquelle a été condamné en appel Nicolas Sarkozy, ancien président de la République, pour corruption et trafic d'influence, dont un an ferme dans l'affaire concernant le financement de sa campagne en 2007. Il est également privé de ses droits civiques pendant trois ans, mais il a bien sûr fait appel...



Agenda

Dimanche 28 mai, ZADimanche sur le Triangle de Gonesse. À 11h au carrefour de la Patte-d'Oie de Gonesse.

Dimanche 28 mai, manifestation nationale contre les violences pénitentiaires, Lyon. À 14h place Bellecour, à l'appel du Réseau Entraide Vérité et Justice, créé par des familles de victime des violences pénitentiaires (Lire page 9).

Mardi 30 mai, grève nationale des lycées pro. (Lire page 9)

Samedi 3 juin, Montée au mur des fédérés en hommage à la Commune de Paris, Paris. À 11h, rassemblement festif place des Fêtes, puis départ du cortège à 14h30 vers le Père-Lachaise.

Dimanche 4 juin, manifestation antifasciste en hommage à Clément Méric, Paris. À 11h, Barbès. Mais aussi une série d'initiatives (Rencontre, concerts, meeting, matchs de foot, rassemblement) du 1^{er} au 6 juin.

Mardi 6 juin, journée de grève et manifestations intersyndicale. À Paris, à 14h à Invalides.

LGBTI Notre fierté, c'est de lutter!

Les marches des fiertés s'inscrivent cette année dans le contexte d'un énorme mouvement social contre la réforme des retraites. En tant que LGBTI, nous sommes parmi les plus impactés.

Visibiliser les enjeux sociaux des personnes LGBTI

Nombre d'entre nous sont durablement exclus du marché de l'emploi, contraintEs à la précarité, voire au travail du sexe (ou prostitution) pour pouvoir survivre. Nombre d'entre nous ont vécu à la rue. Nombre d'entre nous, séropositivEs, n'atteindront pas forcément les 64 ans. Nombre d'entre nous vivent des minimas sociaux (et vont donc subir les nouvelles réformes de l'assurance chômage). Nombre d'entre nous, enfin, en rupture avec nos familles, ne bénéficieront pas des solidarités familiales quand nous vieillirons. Pour les personnes trans, il n'est pas certain que tous les trimestres cotisés sous l'ancien numéro de Sécurité sociale soient bien décomptés dans le calcul pour la retraite. Nous avons eu des carrières hachées, et avec cette réforme, nous aurons des retraites pourries. C'est pour cette raison que dans plusieurs villes, des Pink Bloc se sont formés pour visibiliser les enjeux

La saison des marches des fiertés LGBTI a commencé et va être marquée une fois de plus par des participations massives, que ce soit dans les métropoles ou dans les villes de taille moyenne, qui pour certaines vont connaître leur première Pride cette année.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

liés aux personnes LGBTI dans le cadre de ce mouvement social, et qu'une caisse de grève queer a été lancée pour payer les jours de grève des travailleurEs LGBTI.

Les fachos s'agitent

Les marches s'inscrivent également dans un contexte de forte pression des extrêmes droites. Des centaines de lois homophobes et transphobes

sont proposées et votées dans les États républicains des États-Unis. En Pologne, le gouvernement laisse les collectivités s'instituer «Zones sans LGBT» et réprime les militantEs LGBTI.

En France aussi, les fachos et réactionnaires s'agitent. Des locaux LGBTI ont été dégradés à Nantes ou Tours. Les guet-apens se multiplient tandis que des drag shows

sont attaqués. Le RN lance une association parlementaire contre le wokisme. Les réseaux anti-trans, conglomérat d'anciens de La Manif Pour Tous, de pseudo-féministes, d'identitaires et de psychanalystes font du lobbying auprès du gouvernement et des institutions pour bloquer les transitions et la reconnaissance sociale et légale des personnes trans. Ils attaquent les structures trans-inclusives, comme le Planning familial.

Ces attaques vont de pair avec l'agenda autoritaire, répressif, raciste du gouvernement, qui s'illustre aussi bien par l'opération Wuambushu que par la future loi immigration. Parmi les victimes de ces lois se trouvent également des personnes LGBTI.

C'est pourquoi, pour préserver nos droits et en gagner de nouveaux, pour bloquer l'extrême droite, nous avons besoin de construire un mouvement de masse, inclusif, démocratique, radical, qui tisse les ponts entre mouvements LGBTI, mouvements féministes, syndicats, associations, collectifs, partis...

Sally Brina

MACRON VEUT ATTIRER LES GRANDS PATRONS



CHARMAG

compté jusqu'à 40 000 ouvrierEs. Et pour continuer à produire des voitures individuelles subventionnées qui, même électriques, sont une fausse solution à l'urgence climatique.

Ce qui est appelé «désindustrialisation», encore plus marquée en France que dans d'autres pays européens, résulte d'abord des choix des capitalistes à la recherche d'une main-d'œuvre exploitable et moins

bien payée et/ou de nouveaux marchés. Macron et son gouvernement prétendent réindustrialiser mais, s'inscrivant dans la reconfiguration mondiale des chaînes de valeur, ils privilégient les activités les plus immédiatement rentables pour le capital. Quoi qu'il en coûte pour l'emploi et l'urgence climatique! Chacun des fameux investissements étrangers vantés par Macron ne génèrent en moyenne que 33 emplois, selon la source même qu'utilise Macron. Il s'agit du chiffre le plus bas de toute l'Europe.

Satisfaire les besoins les plus nécessaires, partager le travail

La question de la destruction des outils de production est un enjeu sérieux, mais la reconstruction du monde d'avant est une impasse et n'est pas souhaitable. Ce monde qui génère des usines dangereuses pour l'environnement et pour celles et ceux qui y travaillent, la permanence

de l'exploitation du travail et des productions développées ou abandonnées en fonction de la seule rentabilité capitaliste.

Lors de la pandémie un débat avait surgi sur le caractère utile ou non des diverses activités de production. Le mouvement ouvrier et syndical s'en était saisi pour revendiquer au cas par cas la suspension d'activités non essentielles.

Des activités de production sont indispensables: il y a tant de besoins insatisfaits en termes d'équipements pour la santé et les services publics, pour la mobilité ou pour l'isolation thermique de dizaines de millions de logements. Mettre l'économie et la production à l'endroit, c'est satisfaire les besoins les plus nécessaires, partager le travail entre toutes et tous, et réduire massivement le temps de travail. Assez de la fascination pour ces «start-up» porteuses de régression sociale.

Jean-Claude Vessilier

NO COMMENT

J'essaie d'être juste, de faire attention à ce que les prix baissent pour le consommateur, parce que j'ai moi-même une famille nombreuse, j'ai quatre enfants à nourrir...

BRUNO LE MAIRE, dimanche 21 mai, dans l'émission *Quelle époque* sur France 2.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SÉNÉGAL La dérive autoritaire du pouvoir

Le Sénégal est en butte à la politique répressive des autorités qui ont pour objectif de tenter d'imposer à la population un troisième mandat de Macky Sall et d'écarter le principal opposant Ousmane Sonko, qui défend une politique de souveraineté du Sénégal.

Lors de son accession au pouvoir en 2012, Macky Sall s'était juré de réduire l'opposition à sa plus simple expression. Son opiniâtreté à réaliser sa promesse se vérifie tous les jours, même si pour l'instant les différentes tentatives n'ont guère été couronnées de succès.



Macky Sall. WIKIMÉDIA COMMONS

Éliminer le principal opposant...

Ousmane Sonko est parvenu à être un acteur majeur de la scène politique. Le projet politique de son parti, le PASTEF (Patriotes sénégalais pour le travail, l'éthique et la fraternité) est la reconquête de la souveraineté du Sénégal, la sortie du franc CFA, la lutte contre la mainmise économique de la France et contre la corruption. Un programme qui rencontre une grande popularité dans la jeunesse, et qui s'appuie aussi sur une défense des « valeurs sénégalaises » avec la promesse de durcir la législation sur l'homosexualité.

Ousmane Sonko est aujourd'hui accusé de viols, et pour le pouvoir l'enjeu des procès est d'obtenir une condamnation qui ouvrirait la voie à son inéligibilité. Macky Sall écarterait ainsi son principal adversaire, comme il a réussi à le faire lors des élections en 2019 pour les candidats les plus importants comme Karim Wade ou Khalifa Sall. Cette instrumentalisation du droit, qui a été dénoncée par de nombreux juristes sénégalais, a été aussi utilisée pour invalider la principale liste des titulaires de l'opposition lors des élections législatives.

Depuis mars 2021, dans les manifestations contre le pouvoir, plus de 600 personnes ont été blessées et 20 sont mortes. La presse, avec l'emprisonnement de deux journalistes, est désormais sous pression, et on dénombre dans les geôles du pays 360 prisonniers politiques.

... pour rester au pouvoir

Ce rétrécissement de l'espace démocratique au Sénégal s'explique par la volonté de Macky Sall de rester aux affaires.

Lors de son accession à la présidence de la république en 2012, Macky Sall avait promis de ne faire que deux mandats. En 2019, il a changé la Constitution, faisant passer les mandats présidentiels de sept à cinq ans. Dans une interview au journal *l'Express*, il considère que les compteurs sont remis à zéro et fait planer le doute sur sa candidature à l'élection présidentielle de 2024 pour un troisième mandat.

Macky Sall sait parfaitement que cette manœuvre est anticonstitutionnelle. Quoi qu'il dise, la loi suprême interdit en effet plus de deux mandats consécutifs. Il sait aussi qu'il devra passer en force et donc affaiblir les organisations de la société civile et l'opposition politique, réunies dans la plateforme F24, qui sont vent debout contre cette manœuvre. D'autant que Macky Sall ne pourra guère s'appuyer sur son bilan, émaillé de scandales de corruption. Le dernier en date porte sur le détournement des sommes destinées à la lutte contre le Covid. Quant à sa rencontre avec Marine Le Pen à Dakar en début d'année, elle n'a certainement pas rehaussé l'estime des Sénégalais pour leur président.

Paul Martial

ÉTATS-UNIS Les affrontements politiques sur les finances publiques menacent les pauvres

La lutte entre les partis républicain et démocrate au sujet du plafond de la dette nationale menace les programmes sociaux en faveur des pauvres.

Le chef de file de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, qui parle au nom des Républicains majoritaires à la Chambre, laquelle contrôle le budget du pays, a menacé de refuser de relever le plafond de la dette nationale, c'est-à-dire le montant que le pays peut emprunter, s'il n'y a pas de coupes dans le budget, et son parti préconise de réduire les fonds destinés à la garde d'enfants et aux soins de santé qui vont aux citoyens les plus pauvres du pays. L'ancien président Donald Trump a bien sûr dit aux Républicains : « Ne vous couchez pas ! »

Défaut de paiement ?

Si la majorité républicaine refusait effectivement de lever la limite de la dette d'ici le 1^{er} juin, les États-Unis pourraient se retrouver en défaut de paiement, ce qui pourrait avoir des conséquences désastreuses pour l'économie étatsunienne et mondiale. Si les Démocrates acceptaient les exigences des Républicains en matière de réductions budgétaires pour les pauvres, cela constituerait une violation du programme et des promesses du parti et une défaite pour le président Joseph Biden, alors que le pays se prépare à l'élection présidentielle de 2024. Le plafond de la dette et le budget n'ont pas toujours été liés ; chacun est une question distincte qui est généralement traitée séparément. En liant les deux, les Républicains ont créé un puissant levier pour extorquer au Congrès et à Biden les

coupes budgétaires qu'ils exigent. La politique des Républicains est simple et grossière — réduire les impôts surtout des riches et des grandes entreprises (même si cela réduit les recettes du budget) et les dépenses des services sociaux.

« Une proposition dévastatrice »

Les économistes, les politiciens et le public s'inquiètent du rapport entre la dette et le produit intérieur brut (PIB), qui ne cesse de croître. Les États-Unis ont une dette de 31,46 billions de dollars, mais surtout le rapport entre la dette et le PIB atteint 134,84 % en 2020, soit plus que pendant la Seconde Guerre mondiale. La dette finance en grande partie le budget fédéral des États-Unis, dont 50 % sont consacrés aux dépenses militaires, alors que la santé n'en représente que 5 %, l'éducation 7 % et l'alimentation et l'agriculture 1 %. La moitié du budget du Pentagone est considérée comme intouchable par les deux partis : le budget militaire de Biden est pratiquement le même que celui de Trump. Les Républicains, qui se revendiquent de responsabilité budgétaire, veulent réduire le budget des programmes de santé et d'alimentation.

« Il est absurde de présenter une proposition qui aura pour effet de priver les enfants de services de



Kevin McCarthy. WIKIMÉDIA COMMONS

garde et de soins de santé, et qui sera dévastatrice pour les personnes âgées », a déclaré le sénateur Bernie Sanders, l'indépendant progressiste du Vermont. « On ne peut pas nous faire chanter pour que nous laissions les plus aisés tranquilles. » Alexandria Ocasio-Cortez, une Démocrate progressiste, pense que McCarthy sera incapable de rassembler une majorité pour bloquer le plafond de la dette.

Bras de fer

Sanders et d'autres sénateurs progressistes ont fait circuler une lettre demandant à Joe Biden d'ignorer le vote du Congrès sur le plafond de la dette et d'ordonner simplement

l'augmentation de la dette nationale par décret. Ils affirment que le président pourrait le faire en s'appuyant sur le quatorzième amendement de la Constitution des États-Unis. Adopté en 1868 après la guerre de Sécession et l'abolition de l'esclavage, cet amendement garantit l'égalité des droits à tous les hommes (et non aux femmes). Mais il contenait également une clause stipulant que « la validité de la dette publique des États-Unis, autorisée par la loi, y compris les dettes contractées pour le paiement de pensions et de primes pour services rendus dans la répression d'une insurrection ou d'une rébellion, ne sera pas remise en question ». Cet amendement n'a jamais été utilisé à cette fin auparavant et d'aucuns craignent que le ministère de la Justice ne bloque une telle procédure.

Depuis un mois, les Républicains insistent et les Démocrates résistent. Mais Joe Biden a engagé des négociations avec Kevin McCarthy. Est-ce que la présidence fera des concessions comme le craignent les progressistes ? Crise économique ou recul plus ou moins important du système social, la fin est incertaine. Chaque parti rejettera la faute sur l'autre, mais de toute façon ce serait la classe ouvrière et les pauvres qui en paieront le prix

Dan La Botz, traduction HW

ISRAËL/PALESTINE

La « Marche des drapeaux » au cœur du processus colonial

Des groupes de droite et de colons israéliens radicaux ont participé à la « Marche des drapeaux » le jeudi 18 mai. Organisée chaque année depuis 1968 pour célébrer l'occupation de Jérusalem-Est, la marche débute en général à Jérusalem-Ouest, avec des dizaines de milliers d'Israéliens portant les drapeaux de l'État colonial. Ils franchissent les portes de la vieille ville, où vivent les Palestiniens, et atteignent le mur de Buraq, près de l'enceinte de la mosquée al-Aqsa, tout en scandant des slogans anti-arabes et anti-musulmans.



dernière opération à Gaza. Quiconque tentera de nous nuire le paiera de son sang. La Marche des drapeaux se déroulera comme prévu ».

Assaut incessant

Cette année, la Marche des drapeaux a également coïncidé avec le 75^e anniversaire de la Nakba, lorsque le mouvement sioniste a perpétré des massacres et un nettoyage ethnique de masse contre le peuple palestinien pour permettre

la fondation de l'État d'Israël. Le fait qu'Israël ait choisi de lancer une attaque meurtrière à l'occasion de cet anniversaire rappelle brutalement aux Palestiniens que la Nakba n'appartient pas au passé, et qu'elle se poursuit avec un état continu d'agression visant à déraciner les Palestiniens de leurs terres pour faire place à l'entité coloniale. À la lumière de cette réalité, on comprend mieux pourquoi Israël refuse de mettre un terme à ses politiques

provocatrices. Les agressions se succèdent et, rien que le mois dernier, on a constaté une multitude de provocations, de l'attaque contre Gaza à la mort de Khader Adnan en grève de la faim, en passant par les raids incessants contre les villes et les camps de réfugiés de Cisjordanie. Depuis le début de l'année 2023, Israël a tué plus de 140 Palestiniens.

La raison de cet assaut incessant est simple : l'État d'Israël veut en finir avec l'existence du peuple palestinien, ce qu'il considère comme la clé de sa stabilité. Le fait que les Palestiniens continuent à s'accrocher à leur terre et à résister à leur effacement a contraint Israël à rester dans un état de guerre permanent. Toutes les politiques d'agression israéliennes découlent de cette impulsion, qui vise à supprimer la volonté des Palestiniens et à mettre fin à leur existence. La Marche des drapeaux n'est que le dernier épisode d'une longue série d'agressions coloniales.

Ahmed Abu Artema

Version intégrale (en anglais) sur mondoweiss.net

GRÈCE Lourde défaite de la gauche plus que jamais divisée

On attendait une forte abstention, mais elle s'est maintenue aux niveaux de septembre 2015 et 2019. On donnait très peu de chances de victoire à Syriza mais on attendait un écart de sept points maximum entre la Nouvelle Démocratie (ND) de Mitsotakis et Syriza. Il est de 20 points, avec une écrasante victoire de ND à environ 40,7% (39,8% en 2019), et un recul très inquiétant de Syriza, qui passe de 31,5% en 2019 à 20%, perdant environ 600 000 voix. Même si ND frôle la majorité en sièges, le plus probable en ce dimanche soir, en fonction des résultats définitifs, est qu'elle refusera un gouvernement de coalition et que de nouvelles élections auront lieu début juillet, avec un bonus au premier parti pouvant aller jusqu'à 50 députés.

Les premiers enseignements

Alors que sa politique de casse ultra-libérale a provoqué colères et mobilisations populaires, que les atteintes aux droits démocratiques sont des plus inquiétantes, les ressorts de la victoire de ND sont à l'évidence son contrôle de la plupart des grands médias, une campagne raciste et emplie de mensonges (Tsipras présenté comme complice des nazis... par un gouvernement qui a des ministres fascistes!). Mais un élément déterminant a été la division active de la gauche, faisant feu avant tout sur Syriza et s'entre-accusant systématiquement en mettant au second rang la table rase sociale de ND.

Les élections législatives du 21 mai ont déjoué tous les pronostics, qu'il s'agisse de l'abstention, du score de la gauche ou des résultats du parti au pouvoir.



Le Premier ministre Mitsotakis. WIKIMEDIA COMMONS

Syriza est le grand perdant de ces élections, n'étant en tête que dans une seule région au lieu d'une dizaine en 2019. Une partie de ses électeurs qui avaient quitté le Pasok après son alliance avec ND et un parti fasciste pour appliquer les mémorandums, semblent être retournés au Pasok, pourtant plus droitier que jamais mais qui regagne un peu (11,5% contre 8,1 en 2019). Il faudra étudier où sont allées toutes les voix perdues, mais il est certain que Syriza dans l'opposition a continué à décevoir, étant bien peu présent dans les mobilisations. Cela dit, il reste perçu comme le principal parti de gauche pour dire non à Mitsotakis et ND. Par contre, ce résultat pourrait accroître

la fragilité organisationnelle et militante de Syriza.

Éclatement à gauche

Dimanche soir, le KKE (PC grec) était satisfait, comme si le résultat catastrophique n'allait pas renforcer l'attaque de la droite extrême de Mitsotakis. Certes, en obtenant 7,2% (5,30 en 2019), il progresse un peu nationalement, bien plus fort dans les banlieues ouvrières, mais son objectif de devenir le troisième parti est raté et, surtout, il n'ouvre aucune autre perspective politique que continuer à voter pour le KKE. Comme attendu, le seuil de 3% pour obtenir des députés, maintenu avec ces élections à la proportionnelle, fait passer de

8% à 15% les voix non représentées au Parlement. Au moins 6% sont des voix de gauche, réparties entre l'Unité populaire, MeRA25 (Varoufakis), Plevisis (Zoé Konstantopoulou) et d'autres groupes ayant moins de 1%. Parmi eux, nos camarades d'Antarsya qui, avec 0,5%, ne font que maintenir un score qui n'aidera en rien à relancer une dynamique pour la construction d'une gauche anticapitaliste large, plus que jamais nécessaire face au fort recul de toute la gauche (environ 43% en 2019, et 33% en 2023).

Urgence d'une relance à gauche

Pour couronner le tout, notons le score du groupe fasciste Elleniki Lyssi (4,5%). Un autre groupe fascisant frôle 3%, et d'autres sont à moins de 1%, ce qui, ajouté au poids de l'extrême droite dans ND, forme un ensemble des plus menaçants. Raison supplémentaire pour que la gauche prenne enfin ses responsabilités avant les probables élections de juillet : face à la politique néolibérale dure d'une droite affairiste et répressive liée à l'extrême droite, il faut mettre fin à la division suicidaire autour de campagnes communes, par exemple contre les refoulements de réfugiés ou contre les confiscations par les banques des logements de modestes propriétaires.

À Athènes, A. Sartzekis



José Antonio Kast, leader de l'extrême droite. DR.

CHILI Le nouveau Conseil constitutionnel, un « laboratoire » pour l'extrême droite

Entretien. La scène politique chilienne a radicalement changé entre la révolte sociale d'octobre 2019, qui a conduit à l'ouverture d'un processus constituant sans précédent avec la participation des peuples indigènes et des mouvements sociaux, et une année 2023 où, suite aux élections constituintes du 7 mai 2023, l'extrême droite aura la mainmise sur le Conseil constitutionnel. Nous publions des extraits d'une interview du chercheur **Arnaldo Delgado**, du Centro de Investigación Transdisciplinar en Estéticas del Sur (CITES).

Comment expliquez-vous le retournement de ce cycle politique au Chili ?

Il y a un malaise social et un mécontentement qui se sont accrues au fil des ans. Derrière ce malaise, il y a une énorme crise de la représentation. Il ne s'agit pas seulement d'une méfiance à l'égard des représentants en place, mais aussi d'une manière d'habiter collectivement le monde. Nous cherchons à articuler une forme de représentation politique qui nous permette de dépasser ce malaise. Mais il y a un verbe central pour expliquer ce cycle : contester. Je crois que ce qui est transversal au cours de ces quatre années, c'est ce caractère contestataire, sur lequel la gauche a essayé de capitaliser à travers le processus constituant précédent, mais elle n'a pas réussi parce que les moyens de sortir de ce malaise étaient des promesses à très long terme.

De plus, lorsque Gabriel Boric est arrivé au gouvernement [en mars 2022], les partis de gauche se sont vidés. Tous les cadres sont allés travailler pour l'État et ceux qui ont mené bataille pour la destitution en 2019 commencent à s'intégrer au pouvoir. Boric est passé de challenger à challengé. Le sceptre de la destitution est lâché, et ce sceptre est repris par le Partido de la Gente [droite] et le Parti républicain [extrême droite].

Bref, il y a un cercle vicieux de la destitution. Il est lié à ce que j'appelle le pouvoir de destitution. Aujourd'hui, ce pouvoir de destitution s'est radicalisé parce qu'aucun secteur n'est capable d'avoir une proposition institutionnelle créative, capable de générer un nouvel ordre, pas même les Républicains.

Comment envisagez-vous la discussion au Conseil constitutionnel avec l'écrasante majorité des Républicains ? Quel rôle jouera la droite plus modérée ?

Il y a deux âmes au sein de la droite qui s'affrontent sur le type de refondation que le Chili aura dans les années à venir. Avant le 7 mai, l'une était menée par Chile Vamos et des secteurs de l'ex-Concertación [centre-gauche], et l'autre par le Parti républicain et le Partido de la Gente. Dans le premier cas, la refondation est une démocratie tutélaire avec un néolibéralisme « démocratique ». Dans le second cas de figure, il s'agit d'une restauration des années 1980, avec une orthodoxie néolibérale et un régime sécuritaire autoritaire. Dès dimanche, le caractère de la restauration a commencé à se dessiner avec le triomphe des Républicains.

L'enjeu de cette élection n'était pas tant la question constitutionnelle, déjà à moitié réglée, que de savoir si le Conseil constitutionnel allait être un espace temporaire pour tester le programme de gouvernement du Parti républicain. Avec cette victoire écrasante, le Conseil constitutionnel sera un laboratoire, un espace de tests pour l'idéologie républicaine en ce qui concerne les prochains candidats aux élections municipales, législatives et présidentielles.

Version intégrale sur alencontre.org

GRANDE-BRETAGNE

Les libertés publiques menacées

Doivent y être examinés les amendements visant à atténuer la loi adoptée par la Chambre des Lords. Quelles que soient les manœuvres parlementaires, il est probable que ce projet devienne bientôt une loi. Le TUC a raison de dire que cette loi porte fondamentalement atteinte au droit de grève — alors que nous avons déjà les lois syndicales les plus restrictives d'Europe. Toutefois, leur réponse est tout à fait insuffisante.

Actions « préventives »

Les droits syndicaux ne sont pas les seuls à être mis à mal. Ces dernières semaines, les forces de police ont intensifié leurs actions préventives. Aujourd'hui, il n'existe pas de véritable droit de contester.

À l'approche du couronnement, le 6 mai, des manifestants du groupe Republic, qui avaient communiqué avec la police au sujet de leurs projets, ont été arrêtés avant même qu'il ne se passe quoi que ce soit. L'un d'entre eux a été détenu pendant 16 heures après avoir été interpellé par des agents qui le soupçonnaient, ainsi que d'autres, de porter des dispositifs « lock on » afin de s'attacher à des objets.

Trois bénévoles travaillant à la réduction de la violence à l'égard des femmes et des jeunes filles, la nuit précédente, ont été placés en détention « pour suspicion de complot

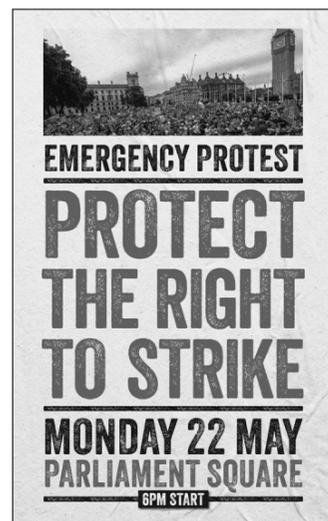
Le 22 mai, le British Trades Union Council (TUC) a appelé à une manifestation d'urgence sous le slogan « Protéger le droit de grève ». La manifestation a lieu alors que le projet de loi mal nommé du gouvernement conservateur sur le service minimum retourne à la Chambre des communes.

en vue de commettre une nuisance publique ». La police a déclaré avoir « reçu des informations » selon lesquelles des personnes « prévoyaient d'utiliser des alarmes anti-viol pour perturber le cortège ».

Riposte nécessaire contre la répression et pour défendre les droits démocratiques

Le comportement musclé de la police de la ville de Leicester, dans les Midlands de l'Est, en réponse à une manifestation pro-palestinienne devant l'usine d'armement Elbit, a fait l'objet de moins de publicité. Elbit Systems est le principal fournisseur d'armes de l'armée israélienne, et en particulier de 85% de la flotte de drones militaires d'Israël. Le groupe de campagne Palestine Action (PA) a ciblé l'entreprise ces dernières années avec un certain succès, forçant à la fermeture d'une usine à Oldham, dans le nord-ouest.

À cette occasion, les militants avaient annoncé leur intention de mettre en place un blocus devant l'usine. Deux membres éminents ont été arrêtés sur l'autoroute à la sortie de la ville, tandis que d'autres manifestants se sont vu confisquer leurs tentes dans l'espoir



— malheureux — de saper leurs plans.

Ces deux opérations menées par l'État se sont déroulées dans le contexte de modifications de la loi qui criminalisent les « nuisances potentielles », ce qui laisse une grande marge de manœuvre à la répression. Le comportement de la police à l'égard d'une manifestation pro-trans et anti-extrême droite dans

le sud de Londres est également préoccupant. L'agressivité des forces de l'ordre à l'égard de la gauche a valu à une femme une côte fêlée — certains policiers portaient sur leurs uniformes des insignes « thin blue line » importés des groupes suprémacistes blancs des États-Unis. Ce n'est pas la seule importation dangereuse que la Grande-Bretagne ait connue récemment. Des élections locales ont eu lieu dans certaines régions d'Angleterre le 5 mai et c'était la première fois qu'une nouvelle loi, qui a fait l'objet d'une mauvaise publicité, obligeait les électeurs à présenter une pièce d'identité avec photo pour pouvoir voter en personne. Dans certaines régions, jusqu'à un quart des électeurs ont été refoulés. La suppression d'électeurs est clairement un outil de la droite aux États-Unis et ailleurs, et elle est maintenant utilisée en Grande-Bretagne.

Il est clair qu'une initiative majeure pour défendre les droits démocratiques est sérieusement nécessaire.

Terry Conway

1 — Projet de loi intitulé « Strikes (Minimum Service Levels) Bill » qui prévoit d'imposer un service minimum durant les grèves dans six services publics.



TURQUIE

RÉSISTER

À LA DICTATURE

DE L'ÉTAT-PARTI

D'ERDOĞAN

Après les élections en Turquie le 14 mai qui ont donné une large avance au candidat sortant Erdoğan et à son parti, l'heure pour les révolutionnaires turcs est au bilan des tactiques et stratégies électorales. Tour d'horizon d'un paysage politique positionné toujours plus à droite et des signes de résistance, en attendant les résultats du second tour de la présidentielle le 28 mai prochain.

LE FASCISME DE SCHRÖDINGER ET LA FÊTE BRUNE

La tristement célèbre expérience mentale de Schrödinger¹ illustre la nature mystérieuse de la mécanique quantique à partir de l'exemple d'un chat : ni mort ni vivant, il est une combinaison des deux, à des degrés divers. Les Turcs et les Kurdes sont dans une disposition comparable. D'un côté, convaincus que tout roule, que l'opposition s'est acquis suffisamment de soutien pour se débarrasser du gouvernement d'Erdoğan au terme des élections. De l'autre, ils se sentent au seuil d'une nouvelle « Kristallnacht ».

Cette attitude à la limite de l'état bipolaire est le symptôme du moment néofasciste que nous traversons partout dans le monde. Dans le contexte turc, il y eut d'abord un débat universitaire au début des années 2010, qui se prolongea pendant le soulèvement du parc Gezi en 2013 et après, pour savoir si le pays devait être caractérisé comme dictature « fasciste » ou comme autocratie populiste concurrentielle. Une décennie et une prophétie auto-réalisatrice plus tard, nous voilà dans un pays gouverné par une alliance de la faction la plus agressive, belliqueuse, esclavagiste et extractiviste de la classe capitaliste avec la petite bourgeoisie, alliance dont l'État capitaliste se fait l'écho. Cette tendance est d'abord apparue avec la guerre en Syrie : elle se manifesta par des bombardements politiques, tuant nos camarades pris pour cibles, et prit sa forme durable après un auto-coup d'État qui faisait suite à un coup d'État militaire raté. Elle trouva sa plus parfaite expression dans un régime où les capitalistes et leur État accomplissent leurs crimes purs et simples au grand jour et à la vue de tous.

Fraude électorale, démoralisation et désillusion
L'analyse des élections en cours souffre du même sort bipolaire. D'une part, on assiste à une fraude manifeste et à une élimination d'électeurs et d'électrices dans une élection conduite par un régime autoritaire, immédiatement après le tremblement de terre. Il semble que les irrégularités électorales pourraient modifier les résultats de 2 à 3% pour les deux camps (soit un différentiel de 5%). Ce serait manquer de respect envers les milliers de militants politiques en campagne en tant qu'observateurs contre cette fraude que de ne pas les mentionner. Ils et elles s'époumonent à dénoncer les crimes dont ils et elles sont les témoins tout en étant la cible d'attaques physiques, en particulier hors des grandes villes, et demandent des recomptages. Dès lors, impossible de se baser sur les données électorales existantes et de construire une analyse marxiste en bonne et due forme. Sans surprise, il en résulte une démoralisation générale dans les rangs de l'opposition. Démoralisation qui s'exprime dans la tragédie de cette lycéenne qui s'est suicidée dans le métro à

Il semble que les irrégularités électorales pourraient modifier les résultats de 2 à 3% pour les deux camps (soit un différentiel de 5% !)

Istanbul, laissant derrière elle une note où elle disait ne plus pouvoir supporter toute cette misogynie et cette pauvreté, et que les élections étaient son ultime espoir. D'autre part, les promesses de jardins de roses sans épine faites par l'opposition n'ont conduit à rien. Leur analyse matérielle de la société turque et de l'État étaient erronées, comme l'étaient leurs sondages donnant Kılıçdaroğlu devant Erdoğan, avec plus de 52%. Dans un geste de désespoir, ces jours-ci, ses dirigeants parlementaires avec le diable (autrement dit, avec les nationalistes d'extrême droite qui ont obtenu 5,3% des voix à la présidentielle et qui se trouvent en position de faiseurs de roi), tout en suppliant les Kurdes et les socialistes turcs de venir à leur secours en leur

apportant leur capacité organisationnelle pour remplir les urnes.

La coalition autour d'Erdoğan

Pour commencer, le parti AKP au pouvoir (maintenant, État-parti) a toujours été une coalition intra et interclasse, tant sur le plan matériel et politique qu'au niveau des cadres de la bureaucratie d'État. Derrière son idéologie et son programme vaguement islamiste, le parti a toujours été une force pragmatique et flexible. La crise économique de 2001 a entraîné la chute de l'ancienne coalition entre centre-gauche (le DSP, prédécesseur du principal parti d'opposition, le CHP), centre-droit (ANAP) et extrême droite (MHP), coalition qui avait pourtant été à l'origine de l'orthodoxie néolibérale (dont s'est servie l'AKP) destinée à contenir les effets de la crise. L'AKP — scission du Refah, « parti de la prospérité » islamiste-nationaliste traditionnel — profita de la vague de protestations des petits patrons d'entreprises et obtint 68% des sièges parlementaires, bien que n'ayant obtenu que 34% des votes en novembre 2002. De 2002 à 2010, il entra dans des coalitions avec les acteurs suivants : le patronat conservateur

des petites et des grandes entreprises cherchant à exploiter le plus possible les populations et les ressources d'Anatolie en imposant une discipline de travail très dure (et la monopolisation de toutes les interactions humaines), les chefs de grandes entreprises pro-UE (tant conservateurs que laïcs), des libéraux pro-UE, des résidus de partis de centre-droit, et les cadres de la confrérie islamiste pro-US de Fethullah Gülen², dans la bureaucratie d'État (et notamment dans l'appareil sécuritaire). Cette coalition tira parti de la phase de forte croissance économique liée à l'orthodoxie néolibérale érigée par la coalition antérieure, des aspirations politiques des masses (les Turcs associant l'UE à la liberté et la prospérité, les Kurdes réclamant la paix et des droits collectifs), ainsi que du soutien tant de l'UE que des États-Unis, pour mettre l'opposition en difficulté et pour purger la bureaucratie du pouvoir judiciaire turc de ses rivaux (nationalistes, pro-eurasiens, laïcs). Parallèlement, ils purgèrent les organisations du monde du travail en ayant recours à des réseaux de gangs et de confréries religieuses. Cette coalition toucha sa limite avec l'échec des aspirations pro-UE

et avec la crise de 2008 qui fit voler en éclats l'orthodoxie néolibérale. Le noyau de l'AKP fut alors conduit à réorienter ses intérêts et à chercher une base matérielle ailleurs : extractivisme, bulle immobilière (appartements gentrifiés et grands travaux d'infrastructures autoroutières d'ambiance Troisième Reich), industrie d'armement (au service d'une politique étrangère agressive). Lorsque les intérêts matériels prirent une autre direction, les chefs des petites et grandes entreprises pro-occidentales (conservateurs comme laïcs) et les libéraux se mirent à dériver les uns après les autres. L'effacement progressif de la coalition et de sa base devint plus apparent au moment du soulèvement de 2013 et de l'occupation du parc Gezi, des procès pour corruption de 2013 (des gülenistes), des élections et de la dissolution du processus de paix kurde en 2015, et de la tentative de coup d'État de 2016. Ensuite, les manifestations kurdes de Kobane en 2014 et 2015 (Erdoğan fut battu et l'alliance gauche-Kurdes devint la troisième force électorale) tracèrent une ligne de fracture entre les rivaux capitalistes et l'État, et vit la formation d'une alliance politique contre-nature à l'extrême droite : le gang du 10 août. L'AKP regroupait à présent les nationalistes qui avaient été purgés (diverses factions des kémalistes, des pro-eurasiens, etc.), les partis d'extrême droite MHP et Huda Par ; une coalition fasciste venue à la rescousse d'Erdoğan qui dut alors s'en remettre à eux. Ces derniers, également connus sous le nom d'Hezbollah kurde, sans lien avec l'organisation libanaise, se sont acquis la réputation de machine de terreur d'État contre les Kurdes dans les années 1990 et restent dans la mémoire collective pour leur carnage perpétré contre les Kurdes, femmes et enfants compris.

Cette coalition a maintenu l'implication active de la Turquie et de ses classes dirigeantes dans toutes les guerres menées à l'extérieur : invasion, de fait, du Rojava et du Nord de l'Irak, guerres par procuration en Libye, dans le Caucase, en Afrique de l'Ouest, en Éthiopie et au Soudan, à quoi s'ajoute une industrie de l'armement en pleine expansion, la course aux forages pétroliers dans l'Est méditerranéen et en mer Noire, et les trafics d'armes et de drogue aux mains de complacités mafieuses. En Turquie même, cette faction a mis en place la pire forme de discipline de travail : sites de production en circuit fermé pendant le Covid, substitution à la Chine face à la crise des chaînes d'approvisionnement à coups de manipulation monétaire et d'exploitation des réfugiés (notamment dans le secteur du textile, intensif en main-d'œuvre), et imposition d'une activité continue en soumettant les travailleurs à un régime de surveillance permanent pris en charge par des gangs ou des confréries mystiques (« tariqat »). Des purges régulières ont également permis d'éviter que les municipalités kurdes soient dirigées par des représentants élus. En présidant à une inflation officielle de 70% (200% selon d'autres sources) et à la pire crise du coût de la vie depuis 1915, cette coalition a suscité une contestation massive des mouvements de la jeunesse dans les grandes villes, la plus grande vague de grèves (officielles et spontanées) depuis les années 1980, et le plus gros renforcement de la gauche

UNE ALLIANCE MALAISÉE À GAUCHE

Les élections du 14 mai 2023 étaient attendues avec beaucoup d'espoir par la gauche turque. La possibilité de mettre fin au régime oppressif de l'AKP, qui dure depuis plus de vingt ans, pouvait lui offrir un répit ainsi qu'au mouvement kurde, dont des milliers d'activistes sont emprisonnés ou en exil. La principale attente était l'ouverture d'une démocratisation partielle.

C'est pourquoi la gauche turque, au sens large, a soutenu le candidat présidentiel de l'opposition lors de l'élection présidentielle, tandis que pour les élections législatives, elle s'est présentée avec une alliance distincte sous le nom d'Alliance pour le travail et la liberté. Cette alliance était constituée par le HDP (Parti démocratique des peuples, un parti de gauche issu du mouvement kurde), le TIP¹ (Parti des travailleurs de Turquie, où nos camarades de la Quatrième Internationale sont actifs) et quatre autres formations de la gauche radicale.

«Un candidat qui pourrait gagner» ou «qui ne changerait rien?»

L'Alliance pour le travail et la liberté a été créée bien avant les élections et, bien que définie comme une alliance de luttes et non comme alliance électorale, les élections ont dominé l'ensemble de son activité politique. Sa stratégie initiale consistait à s'assurer que le candidat de l'opposition ne soit pas «trop» à droite, d'autant plus que l'élection présidentielle se déroulait entre deux candidats et constituait en fait une sorte de référendum. L'Alliance pour la nation, qui se compose du principal parti d'opposition, le parti social-libéral CHP, et de divers éléments de droite, visait en fait à présenter un candidat nationaliste et étatiste sous le nom de «*candidat qui pourrait gagner*». En fin de compte, pour le mouvement kurde, cela signifiait un candidat qui ne changerait rien.

Pour ne pas avoir à soutenir un candidat un peu moins à droite contre Erdoğan au second tour, l'Alliance pour le travail et la liberté a déclaré qu'au lieu de désigner son propre candidat à l'élection présidentielle, elle pourrait soutenir l'Alliance pour la nation dès le premier tour si elle désignait l'actuel dirigeant du CHP, Kılıçdaroğlu. L'objectif était de créer une pression pendant le processus de sélection du candidat. Cette stratégie a partiellement fonctionné et, bien que la tendance dominante ait été de désigner un candidat de la droite au sein du CHP, l'attrait du soutien du mouvement kurde (environ 10% de l'électorat) au premier tour a également affecté le processus de désignation du CHP. Il n'était pas possible pour les socialistes et le mouvement kurde de désigner des candidats à l'élection présidentielle et de faire leur propre propagande. Cependant, la situation était différente pour les élections législatives. Ceci a donné lieu à d'intenses débats entre les partisans du TIP et ceux du HDP, les deux principales composantes de l'Alliance, et sur les réseaux sociaux, qui ont parfois failli aller à la rupture.

En Turquie, le seuil de représentation au Parlement est de 7%, ce qui signifie que les partis mineurs ou les partis qui n'obtiennent que des voix régionales ne peuvent pas



Kemal Kılıçdaroğlu en mai 2023 dans les bureaux du CHP. WIKIMEDIA COMMONS

être représentés au Parlement. Cela rend les alliances encore plus importantes, car si vous faites partie d'une alliance, toutes les voix de cette alliance seront prises en compte dans le calcul du seuil de représentation. Pour l'Alliance pour le travail et la liberté, cette situation rendait possibles deux tactiques : soit les partis membres de l'Alliance participaient aux élections sous le nom de l'Alliance mais avec leurs propres noms et listes de partis, soit toutes les composantes de l'Alliance se présentaient sous le nom d'un seul parti et avec une seule liste.

Douleurs de la naissance

La principale attente du HDP, dont des milliers de militants sont en prison ou en exil, dont les maires élus ont été démis de leurs fonctions, était qu'Erdoğan perde l'élection présidentielle et que le nombre de députés de l'Alliance pour le travail et la liberté au Parlement rompe l'équilibre entre les deux autres partis. Ainsi, tout parti qui tenterait de faire passer quelque chose à l'Assemblée nationale devrait négocier avec l'Alliance pour le travail. C'est pourquoi l'Alliance devait chercher à obtenir plus de députés en se présentant sur une liste unique, au lieu que tous les partis membres se présentent aux élections sous leur propre nom. La deuxième composante majeure de l'Alliance, le TIP, est un parti en construction, dont le nombre de membres a plus que décuplé au cours de l'année écoulée et qui a fait l'objet d'une attention particulière de la part de l'opinion publique d'opposition, notamment grâce aux déclarations radicales de ses porte-parole à l'encontre des représentants de l'AKP. Le TIP a choisi de se présenter aux élections sous son propre nom, car il s'agit de sa première élection — même s'il avait déjà 4 députés, élus en 1978 sur la liste HDP ou, dans un cas, venu du CHP (NDLR). C'était l'occasion de s'expliquer et de présenter son programme, et de rassembler ses propres soutiens. Les autres composantes se sont présentées aux élections sous le nom du Parti des Verts et de la Gauche. Cependant, le TIP a accepté de se retirer et de les soutenir dans certaines villes où l'élection du Parti des Verts et de la Gauche était incertaine. Toutefois, une semaine ou deux après cet accord, des affrontements ont éclaté, notamment sur les

Le TIP (Parti des travailleurs de Turquie) est un parti en construction, dont le nombre de membres a plus que décuplé au cours de l'année écoulée

réseaux sociaux, et parfois avec des responsables des partis. Alors que le Parti des Verts et de la Gauche déclaraient que cette tactique électorale leur ferait perdre leurs députés, le TIP a annoncé que ce ne serait pas le cas et qu'il s'était déjà retiré d'un commun accord dans des villes qui pourraient présenter des risques.

Mais les vraies raisons du débat remontent un peu plus loin. Il n'y avait eu aucun effort pour construire un parti politique socialiste de masse indépendant en Turquie depuis de nombreuses années, et le TIP se présentait pour la première fois, sans rompre l'alliance et la solidarité avec le mouvement kurde mais avec son propre programme indépendant.

À la suite de ces élections, pour la première fois depuis les années 1960, un parti socialiste a obtenu 1 million de voix et 1,7% des suffrages (bien qu'il n'ait pas participé aux élections dans de nombreuses villes) et a porté le nombre de ses membres à 50 000, contribuant ainsi de manière significative à la construction d'un parti socialiste de masse. Par conséquent, nous pouvons en fait qualifier ces discussions de «douleur de l'enfantement» d'un nouveau centre socialiste, solidaire du mouvement kurde, mais qui a son propre programme indépendant. Bien entendu, les hésitations que ce nouveau parti pourrait connaître et les autres problèmes liés à la ligne politique qu'il suivra feront l'objet de controverses futures au sein du parti.

Metin Feyyaz, traduction de l'anglais par Henri Wilno

¹ — Le Parti ouvrier de Turquie, fondé en 2018, se revendique de l'héritage du TIP historique des années 1960 qui fut le berceau de la gauche turque. Fondé par une scission de gauche du PC turc après la révolte de Gezi, notamment concernant la solidarité avec le peuple kurde, le TIP est devenu la principale force révolutionnaire du pays.

socialiste depuis les années 1990. Tout ceci n'a pas tenu dans la durée dans les conditions de la crise sanitaire, et la principale coalition d'opposition avait autre chose en tête.

Une opposition hétéroclite

En face, on trouve la coalition formée par le CHP (kémaliste et social-libérale), Iyi Parti (une scission de l'extrême droite aux accents de centre-droit) et Saadet, Parti de la félicité (ex-Refah, islamiste-nationaliste avec quelques thématiques sociales). Ils trouvèrent une fenêtre lors des élections locales de 2019, quand la crise monétaire, en cours depuis 2017, éveilla la colère des populations des grandes agglomérations. L'intervention conjointe de cette coalition au sein de la bureaucratie sécuritaire et le travail sans relâche des organisations populaires (OyVeÖtesi) supervisant le processus électoral ont permis de faire reculer sensiblement la fraude par rapport aux élections truquées de 2018.

La défaite d'Erdoğan à Istanbul entraîna une seconde élection et une seconde défaite plus nette encore. Un nombre croissant de cadres pro-occidentaux en vinrent à se dissocier de l'AKP, et deux nouveaux partis — DEVA (islam libéral) et Gelecek — apparurent et, en s'associant avec un autre parti de centre-droit traditionnel (Democrat), ils créèrent la célèbre Table des six (TOS). Au lieu de prendre l'initiative et de préserver cette dynamique politique, la TOS se contenta de capitaliser passivement sur l'érosion lente que faisait subir la crise économique à l'électorat de l'État-parti. Cette érosion fut plus lente en périphérie, dans les régions rurales où se trouvent les bastions de l'AKP, et où l'État-parti était en capacité d'acheter l'électorat avec une stratégie d'«économie électorale» et de petites concessions sur le salaire minimum, par exemple. L'État-parti tira le bilan politique des élections de

2019 en veillant à ce que la crise économique n'aboutisse pas à un chômage de masse propre à décourager l'électorat. Sur le front idéologique, il a consolidé sa base en envoyant des signaux nationalistes avec l'ouverture de la mosquée Hagia Sophia et d'énormes mises en scène de puissance militaire accompagnées du message : «*On peut avoir faim pendant une journée, mais on ne peut se permettre de perdre son pays*». Un refus pouvait y être opposé par la mobilisation politique de masse, mais la TOS a saboté les manifestations et les initiatives à la base du mouvement de la jeunesse et des travailleurs, leur demandant de patienter pour ne pas effrayer le capital et les cadres de l'appareil sécuritaire à même d'assurer une transition en douceur (à savoir, sans fraude électorale).

Toutefois cette stratégie fut un échec dès lors que l'État-parti était en capacité de renforcer la bureaucratie sécuritaire. Il fit très clairement savoir ce à quoi s'exposaient la TOS ainsi que la gauche turque et kurde lorsque des soldats se mirent à tirer à balles réelles et à lancer des grenades lacrymogènes au hasard dans des rues désertes de villes kurdes. Comme l'ont écrit Alexander Cockburn & Jeffrey St. Clair à propos des manifestations de Seattle en 1999, une génération ne peut surprendre et défaire l'État capitaliste en utilisant la même tactique deux fois.

L'État eut recours à de nouvelles méthodes de fraude électorale, en particulier dans les zones rurales et dans les secteurs frappés par le tremblement de terre, afin d'éviter toute nouvelle défaite face aux organisations populaires telles qu'OyVeÖtesi. De son côté, la TOS passa complètement à côté des enjeux de régularité électorale et n'a maintenant plus d'autre option que de faire passer les accusations de fraude pour du «conspirationnisme» afin de ne pas fragiliser la participation électorale tout

en continuant de faire appel au soutien de ces mêmes militants locaux (qu'ils ont refusé d'écouter) au moment des élections. Au même moment, la TOS dut trouver un accord avec des nouvelles forces (toujours plus) d'extrême droite (coalition Ata, parti Zafer, Sinan Oğan et Ümit Özdağ). Ces nouvelles forces ont elles-mêmes été pourtant bien utiles à l'État-parti qui s'employait à détourner les critiques et la colère dues aux crises politiques liées à l'épidémie, au coût de la vie, puis au tremblement de terre, en s'en prenant aux réfugiés responsables de rien. Elles organisèrent de multiples pogroms, avec l'aide de l'armée de trolls de l'État-parti.

En résumé, la démocratie turque est plus que jamais en danger. Toutes les différentes nuances de brun ont obtenu les plus forts pourcentages de vote de leur histoire. Ce festival brun est alimenté par le pouvoir comme par l'opposition. C'est à croire que l'extrême droite fragmentée en Turquie se démultiplie par division cellulaire. La stratégie attentiste de la TOS est un échec complet. Le pronostic pour le second tour semble favorable à Erdoğan et, en tout état de cause, Kılıçdaroğlu ne l'emporterait qu'avec une très faible avance. Mais il est déjà entre le marteau (de la coalition fasciste de l'AKP) et l'enclume (de la coalition fasciste de l'ATA). La gauche turque et kurde retient son souffle.

Onur Danaci, traduction de l'anglais par Thierry Labica

¹ — Erwin Schrödinger, physicien autrichien, a imaginé en 1935 une expérience de pensée autour d'un chat, d'où son nom le chat de Schrödinger.

² — Fethullah Gülen, prédicateur dont la confrérie dirigeait un réseau international d'écoles, d'hommes d'affaires, de médias et d'associations culturelles et humanitaires. Accusées d'avoir préparé le coup d'État du 15 juillet 2016, selon l'AKP, plus de 100 000 personnes ont été limogées des institutions publiques entre 2016 et 2021. 23 000 soldats ont dû quitter l'armée. 4 000 magistrats ont été renvoyés. Gülen vit aux États-Unis depuis 2016 (NDT).

BOMBARDEMENTS AU KURDISTAN



TRANSPORTS La SNCF condamnée pour faute inexcusable pour le suicide d'un cheminot

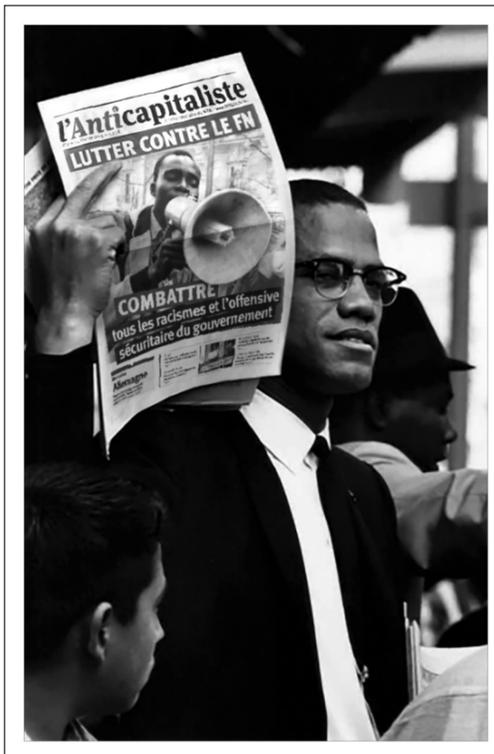
Au printemps 2018, les cheminotEs se battaient contre la réforme ferroviaire qui n'avait qu'un objectif: imposer des réorganisations dans la perspective de la libéralisation du secteur et pour cela dégrader encore plus les conditions de travail pour « plus de rentabilité ». C'est à ce moment que Julien Pierraut, jeune cheminot de 26 ans de l'atelier de maintenance des TGV de Pantin, s'est suicidé en se rendant à son travail.

Ce suicide est le résultat d'une longue souffrance. Habitant dans le bassin d'emploi « historiquement cheminot » de Tergnier dans l'Aisne, Julien avait dû se résigner à venir travailler à Pantin à la suite des incessantes suppressions d'emplois de la SNCF à Tergnier.

Souffrance au travail et organisation du travail destructrices

Aux conditions de travail difficiles, s'ajoutaient les conditions de transports invivables avec les horaires décalés. Pour embaucher de matinée à 6 h, Julien devait se lever à 3 h et ne rentrait chez lui que vers 17 h totalement harassé... Face à sa souffrance et ses demandes d'obtenir un poste en journée, la direction de la SNCF lui a proposé un nouveau poste en 3 x 8, mais cette fois-ci avec... les week-ends travaillés ! Face à un épuisement physique et moral dont il ne voyait pas l'issue, Julien s'est couché sous un train un matin sur le chemin du travail. C'est une tragédie. Les organisations du travail destructrices sont responsables de la souffrance infligée à de nombreuses et nombreux salariéEs dans le pays aujourd'hui. La famille de Julien et le syndicat Sud Rail ont durant ces cinq années défendu la cause de notre collègue face à une SNCF qui n'a cessé de le dénigrer et fait recours à toutes les procédures possibles. La SNCF est encore capable de faire appel et imposer ainsi une nouvelle épreuve à sa famille et à ses proches. Toutefois, elle vient d'être condamnée par le tribunal de Saint-Quentin (Aisne), et c'est une bonne chose. Reste à imposer par la mobilisation collective que les organisations du travail destructrices disparaissent afin que cessent de tels drames.

Correspondant TEE (atelier TGV Pantin)



Abonnez-vous page 12!

La « crise », c'est le capitalisme!

Un rapport d'information parlementaire¹, une « initiative de parlementaires » sur les logements touristiques², un groupe de travail du Conseil national de la Refondation, des articles dans le Monde... La « crise » du logement fait parler!

Le problème est réel, il s'aggrave, mais il n'a rien de nouveau. Alors pourquoi ce soudain brouhaha? Peut-être parce que le problème commence à toucher au-delà des plus pauvres: même Les Républicains voient leurs électeurs et électrices s'en inquiéter...

Produire, produire, produire... les fausses solutions de la bourgeoisie

La recherche des solutions s'accélère. Rarement nouvelles, elles sont parfois intéressantes. Généraliser le Bail réel solidaire (qui revient à n'acheter que les murs)? Encadrer les loyers ou toucher au droit de propriété? Signe de la gravité de la situation pour les capitalistes, mais qu'on ne s'enflamme pas: tout cela décore bien! L'important ce sont d'abord les promoteurs qui « appellent à l'aide »³ (à quand une opération Pièces jaunes pour Bouygues?) et de loger les salariéEs pour qu'ils puissent travailler.

En regardant qui se mêle de la question, on comprend ce qui se trame. Prenons le cas du CNR: le groupe de travail a été présidé par un membre de la Fondation Abbé-Pierre (bien!) et... par Véronique Bédague, PDG de Nexity! Le rapport d'information parlementaire? Co-écrit par un député LR, Vincent Rolland, qui pourfend « l'écologie punitive » et avance le programme de la bourgeoisie: des avantages fiscaux (il faut sauver les promoteurs!), des aides (pour les entreprises!) et puis en finir avec les contraintes écolos comme le Zéro Artificialisation Nette: l'important c'est de construire! Dans un élan néocolonial, il ajoute qu'on pourrait assouplir les normes en outre-mer encore plus qu'ailleurs. Les concernéEs apprécieront... En somme, tout un programme déjà présent dans le nom d'un sous-groupe de travail du CNR:

LOGEMENTS INDÉCENTS, LA FAUTE À L'INFLATION...



« Réconcilier les Français avec l'acte de produire de nouveaux logements ».

Produire, produire, produire, toujours plus, en s'agrippant au mirage du « tous propriétaires » pour vendre ce non-sens écologique, voilà donc le programme réel des capitalistes, ce qui sortira de l'activité médiatique, parlementaire et ministérielle qui se déploie sur la question du logement.

Le problème de fond: démarcher le logement

Il n'y a pas de crise du logement mais un problème de fond posé par le capitalisme lui-même. Dans l'urgence, il faut utiliser tous les moyens à notre disposition pour réduire le taux d'effort à 20% maximum et offrir à chacunE un logement décent. Mais tant que le logement sera une marchandise et tant qu'il y aura des exploités s'enrichissant sur le dos des exploités, le problème persistera. Dans de nombreuses régions, il y a assez de logements. Ailleurs, il faudra créer de nouveaux logements, dans le respect de l'environnement, en prenant

sur les bureaux par exemple. S'il faut en expulser les traders et les conseillers en défiscalisation, on ne se gênera pas!

Le bail réel solidaire (BRS), une solution miracle?

Ce dispositif séduit beaucoup à gauche. Le BRS consiste à séparer la terre des murs, en faisant acquérir l'un par la collectivité et les autres par des acheteurs à faible revenu. L'idée est de permettre aux moins aisés de devenir propriétaires, en diminuant le prix d'achat (jusqu'à 30% en théorie). Sauf que...

Même à - 30%, acheter coûte cher, d'autant que l'économie réelle s'approche souvent plus des 10%. Ce ne sont pas les plus pauvres qui en profitent: à Saint-Denis, les bénéficiaires des BRS viennent remplacer des locataires qui étaient moins aisés... C'est la gentrification, ou comment chasser le pauvre sans le dire! La proposition récurrente de créer un BRI (bail réel intermédiaire), à destination des classes moyennes, renforcerait ce phénomène.

Derrière tout cela, il y a l'idée de l'accès à la propriété pour tous, qui a toujours aveuglé une partie de la bourgeoisie mais aussi certainEs intellectuelEs comme Proudhon, qui ne voyaient pas que tant que le logement pourra être vendu et acheté librement dans une société de marché, la spéculation fera son œuvre et certainEs dormiront dehors quand d'autres auront plusieurs toits... Si des dispositifs comme le BRS peuvent être utiles dans l'urgence, il est surtout temps de créer un autre modèle, qui offre un toit selon les besoins en sortant le logement du domaine de la marchandise.

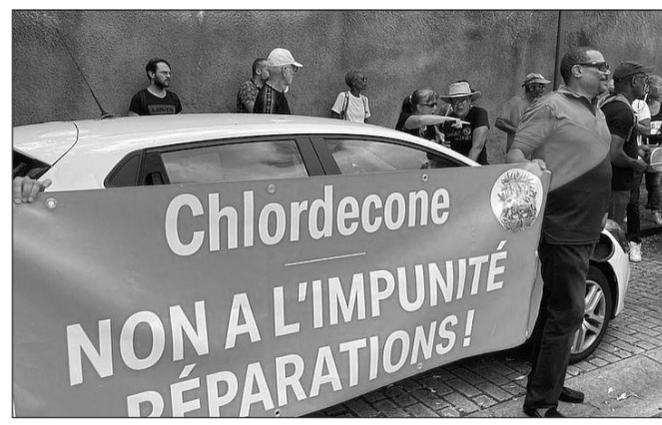
MARTINIQUE Dupond-Moretti, en tournée coloniale, butte sur un os nommé chlordécone

Tout était prévu, les 18 et 19 mai dernier, pour que le ministre de la Justice ait une balade tranquille sous les tropiques, loin du bruit des casseroles — sinon de la rumeur des siennes.

Éric Dupont-Moretti venait avec ses « bonnes nouvelles », plutôt modestes mais suffisantes, pensait-il, pour éblouir le bon peuple de « l'outre-mer » lointain: une SAS (structure d'accompagnement à la sortie) avec 120 places pour les détenuEs avant leur libération, un poste de greffier, 3 postes de magistrats et un poste de magistrat dans l'île indépendante voisine de Sainte-Lucie pour la lutte contre le trafic de drogues.

Dénoncer le non-lieu dans l'affaire du chlordécone

Pourtant, la fête fut quelque peu troublée. Les journalistes des deux principales chaînes médiatiques de Martinique n'ont pas manqué d'interpeller leur invité ministériel



lors des deux manifestations de rue réalisées à Fort-de-France. Malgré l'interdiction préfectorale de manifester durant les deux

jours de la visite ministérielle, celles-ci ont bien eu lieu pour dénoncer le non-lieu dans l'affaire de l'empoisonnement au

Il faut suivre le chemin de l'éco-socialisme: répondre ensemble aux besoins de chacunE, en ne permettant pas que l'un ait deux toits tant qu'unE seulE sera dehors. Il faut revoir ensemble nos modes de vie, pour prendre l'espace nécessaire à une vie saine mais pas plus. Car il ne faut pas oublier que s'il manque de la place pour des logements, c'est aussi parce qu'elle est prise par les piscines et les golfs qui assèchent notre planète.

Thibaud Catté

1 - https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion-eco/116b1083_rapport-information#

2 - https://www.liberation.fr/2Fsociete%2Fcrise-du-logement-des-parlementaires-appellent-a-mieux-encadrer-les-locations-touristiques-20230502_7K4GJWCCKNFZNNVG2SEKRVDOMA

3 - https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/05/10/logement-aux-racines-d-une-crise-que-le-gouvernement-tarde-a-affronter_6172711_3224.html

fr/dyn/16/rapports/cion-eco/116b1083_rapport-information#

2 -

ÉDUCATION Les élèves des lycées professionnels ne sont pas de la chair à patrons

«Ce n'est pas simplement une réforme dont je suis venu parler aujourd'hui. C'est une cause nationale. Parce que je crois que les élèves qui sont là ont toutes les raisons d'être fiers d'être dans ces voies», déclarait Macron le 4 mai aux élèves d'un lycée professionnel (LP) de Saintes contraints de l'écouter. Un florilège de cynisme et de mépris en quelques mots.

Le seul élément réaliste de ces paroles, c'est qu'il ne s'agit « pas simplement [d']une réforme ». Macron s'inscrit dans la continuité totale des « réformes » de 2009 et 2019, reprenant les mêmes éléments de diagnostic et les mêmes pseudo-solutions. Quand on passe du quantitatif au qualitatif, du sabotage à la liquidation de l'enseignement professionnel.

Des critères d'analyse biaisés

Pour ce gouvernement et ses experts qui substituent à la réalité du vécu des premiers concernés des statistiques et des cartographies, leurs projets s'appuient sur deux indicateurs de l'enseignement professionnel : les statistiques des élèves poursuivant leurs études après le bac et ceux ayant un emploi six mois après leur sortie du lycée (« critère d'employabilité »). L'objectif ? La fermeture des filières dont les résultats seraient en-dessous de moyennes définies « on ne sait comment ». Un pur déni d'analyse ! Car il est évident que le résultat des réformes Darcos et Blanquer ont laminé les possibilités des élèves de LP de poursuivre des études et de trouver rapidement un emploi. Darcos avait supprimé plus d'une année d'enseignement, en passant le bac pro de 4 à 3 années d'enseignement,



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

avec en plus un allègement du nombre d'heures hebdomadaire, donc une diminution du volume des enseignements aussi bien professionnels que généraux. La réforme Blanquer de 2019 a supprimé 12% des emplois du temps et en plus transformé des horaires disciplinaires (français, maths ou enseignement pro) en dispositifs sans contenu ni objectif clair pour les élèves : accompagnement, co-intervention, chef-d'œuvre. Et c'est pourtant là l'apport essentiel de l'école. Il ne s'agit pas de « trouver un métier », dont on ne pourrait jamais changer, mais au contraire de transmettre des connaissances, des savoirs et savoir-faire qui permettent l'autonomie des jeunes dans le monde du travail. En coupant

cette branche, Macron vise à diminuer les possibilités d'émancipation de la jeunesse. Cette réforme a largement de quoi démotiver des élèves et les pousser à décrocher d'une formation qui ne leur permet ni de progresser dans leur ouverture à des cultures générales ni de maîtriser un domaine professionnel.

En finir avec « l'orientation subie » Macron dixit

Outre ces raisons qui font de plus en plus du LP une orientation subie, il y a évidemment la construction sociale du modèle de réussite que l'école reproduit mécaniquement générant frustration, sentiment d'échec et manque de confiance en soi dans toute une partie de la jeunesse.

À commencer par les enfants des milieux populaires qui forment plus de 90% des élèves orientés en LP. Mécanismes qui vont être démultipliés par cette « réforme » qui, si elle passait, en appellerait d'autres. Car il ne s'agit même plus de vouloir remplacer le LP par l'apprentissage. Des pseudo-conversations avec les partenaires sociaux, la double tutelle des LP (Éducation nationale et Travail-Emploi) a bien retenu les messages des syndicats patronaux : ils ne veulent pas des élèves de LP dans leurs entreprises, trop compliqué de les gérer.

Au fond, le patronat a besoin de deux types de travailleurs : une catégorie bardée de qualifications ultraprécises qui accompagneront la prochaine évolution industrielle, et des exécutants, qui intègrent leur place subalterne dans la société, qui s'y résignent et ne rechignent pas à tout ce qui leur sera imposé dans un parcours de vie sous le signe de la précarité généralisée. C'est donc une question politique pour toutes et tous, pas seulement pour les personnels et usagers de l'école, qui suppose d'en finir avec Macron et son monde. C'est pourquoi il faut réussir la grève du 30 mai contre cette entreprise de destruction et s'appuyer sur le 6 juin pour continuer.

Cathy Billard

NUCLÉAIRE

La relance, au péril de la sécurité

À en croire le gouvernement, on peut tout prolonger. Ainsi, après l'âge de la retraite, voici la prolongation de l'âge des réacteurs nucléaires.

Le 16 mai 2023, l'Assemblée nationale, après le Sénat, a adopté le projet de loi relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes par 399 voix favorables (10 PCF, RN, LR, la galaxie macroniste et LIOT) 100 voix contre (LFI, 5 PCF, EÉLV) et 39 abstentions (PS, 5 PCF).

Le Sénat avait exclu de cette loi le projet de fusion de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) avec l'autorité de sûreté (ASN), à la suite des mobilisations des salariés, mais il a aussi retiré « l'imposition aux collectivités locales de réduire de 50% le rythme de consommation des espaces naturels et agricoles d'ici à 2050 » concernant les futurs réacteurs EPR. Il a ainsi mis fin à la limitation sur l'impact des constructions de réacteurs et d'espaces de stockage des déchets qui protégeait, un peu, les sols et la biodiversité.

LE NUCLÉAIRE C'EST L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE



En outre, la loi simplifie les procédures d'urbanisme liées aux projets de futurs réacteurs et d'entreposage de combustibles. La loi Littoral ne s'appliquera pas aux futurs réacteurs en bord de mer s'ils sont construits à « proximité d'une installation nucléaire préexistante », comme à Flamanville. Enfin la loi confère « une présomption de raison impérative d'intérêt public majeur (RIIPM) à la construction de réacteurs nucléaires », mesure prévue initialement pour favoriser les énergies renouvelables. Comme si les retards des projets de construction nucléaire (EPR Flamanville) étaient dus à des délais administratifs, et non pas à des incidents, des défauts de soudures, des malfaçons et des dépassements pharaoniques des budgets.

Une loi pour prolonger les installations nucléaires existantes

Le véritable objectif de cette loi : faciliter la prolongation de la durée de vie des installations nucléaires existantes. Même le gouvernement et l'industrie nucléaire sont conscients que la construction de 14 EPR2 (six officiellement annoncés) et de SMR (petits réacteurs modulaires de faible puissance) bien que facilitée, ne permettra pas la « relance du nucléaire » en raison des coûts qui en limitent le nombre. Il leur faut donc pousser au maximum le fonctionnement des réacteurs existants. La loi supprime donc le rapport quinquennal, qui atteste de l'état d'une installation nucléaire au-delà de sa 35^e année d'exploitation et la procédure de mise à l'arrêt définitif des centrales à l'arrêt pendant une durée continue supérieure à deux ans.

Les 56 réacteurs en fonctionnement en France ont été conçus pour une durée d'exploitation de 30 ou 40 ans. Aujourd'hui la moyenne d'âge de ces réacteurs est de 36,6 ans, et plusieurs ont déjà fêté leur 40^e anniversaire.

Prolonger l'exploitation du parc au-delà de la durée prévue lors sa conception représente donc un risque majeur pour la sûreté des populations et des personnels et fait rentrer ce mode de production d'électricité dans la zone rouge.

Commission nationale Écologie du NPA

PRISONS Se mobiliser contre les violences pénitentiaires et carcérales

La famille d'Idir Mederess apprend le « suicide » de ce dernier au quartier disciplinaire de la prison de Lyon-Corbas dans des conditions tout à fait troubles. Najet Kouaki, la maman d'Idir appelle depuis lors à se mobiliser chaque dernier dimanche de mai contre les violences pénitentiaires. En réponse à cet appel, ce dimanche 28, auront lieu des manifestations à Lyon et à Rennes.



donne toute latitude à ses agents pour la dissimulation. Ainsi, les « suicides » et « morts suspectes » dissimulent les violences. Sans compter le fait que, dans ces conditions de promiscuité et de contact permanent, la responsabilité de l'administration est rarement hors de cause même dans de véritables suicides...

Au-delà de la taule, la carceralité en cause

Loin d'être la seule issue de la chaîne répressive conduisant à la

mise à l'écart du corps social, la prison partage ses fonctions politiques avec ce que le droit appelle les « lieux de privation de liberté » : centres de rétention, zones d'attente, cellules de GAV, services de soins psychiatriques contraints, prisons. Autant de lieux finalement interchangeables : par le jeu des incriminations pénales élastiques et de la psychiatrisation de tout comportement de révolte, une personne sans-papiers peut ainsi se voir transférer de l'un à l'autre, cumulant ainsi les

Ainsi la Journée nationale contre les violences carcérales tient son nom d'un espoir — généraliser la lutte anticarcéraliste — et d'une ambition : du pénitentiaire à la carceralité, viser l'ensemble du maillage d'enfermement sécuritaire. À Rennes, en ce sens la journée s'achèvera par la tenue d'un parloir sauvage au centre de rétention. À l'instar de l'enfermement psychiatrique contraint, taule et rétention sont l'ultime étape d'un processus policier de contrôle des opprimés.

La police tue, la taule aussi !

Le mouvement social a su retenir les noms de Malik Oussekiné, de Babacar Gueye, d'Adama Traoré et de nombreuses autres victimes d'une police raciste, gardienne d'un ordre de classe. Pourtant, celui d'Idir est encore à ce jour trop méconnu dans son propre camp social. Cela révèle le manque d'intérêt pour l'issue de la chaîne pénale, comme si le fait qu'une arrestation ne se solde pas par un meurtre était en soi un soulagement. Le constat dépasse d'ailleurs nos frontières : « Et si [...] [George] Floyd [avait] vécu pour être arrêté, poursuivi et emprisonné pour avoir prétendu tenté d'utiliser un faux billet de vingt dollars. Est-ce juste ? [...] Trop souvent, le public réclame justice lorsque des Noirs sont tués par la police et ignore l'injustice quotidienne si les victimes survivent. »¹

La prison tue pourtant, dans une impunité plus grande encore que l'impunité policière ! Comme institution totale, son opacité

périodes d'enfermement pour en maximiser la durée.

Les prétendues finalités de réinsertion de la taule sont un écran de fumée. Il n'en va pas autrement de toutes les justifications à l'enfermement : la carceralité, c'est une machine à broyer les nôtres !

C'est là l'impasse des solutions réformistes : si, avec les meilleures intentions du monde, elles peuvent tendre à améliorer les conditions de vie au sein des lieux d'enfermement et à y réduire les décès, elles échouent systématiquement à s'attaquer sérieusement à leur fondement et donc à leur fonction politique de contrôle social. Ce n'est pas seulement la prison que les révolutionnaires anticapitalistes doivent abolir mais la carceralité dans son ensemble, c'est-à-dire tous ses avatars !

Ce dimanche 28 mai, à Rennes et à Lyon, rejoignons la mobilisation ! Partout ailleurs où cela est possible, improvisons : déployons une banderole, emparons-nous d'une sono pour aller dire bonjour aux détenus et retenus... Soyons solidaires, soyons anticarcéralistes !

Anna Ralebolle

1 - Derecka Purnell, *Becoming abolitionists*, London, Verso, 2021, p. 3.

Parti**Un nouveau comité du NPA dans la Loire, unitaire et révolutionnaire!**

Depuis quelques semaines, le NPA revit dans la Loire, à l'initiative de militantEs qui sont passéEs par divers mouvements (Ensemble!, LFI, UPC, et même NPA il y a quelque temps...) et d'autres qui n'avaient jusqu'ici pas pris part à une organisation politique, mais qui sont pour beaucoup engagés dans les luttes syndicales, écologistes, féministes, antiracistes, etc.

Un comité NPA 42 a été créé et commence à développer des activités. Notre première apparition a eu lieu le 1^{er} Mai, avec campagne d'affiches, de tracts, un cortège derrière notre magnifique banderole « Leur démocratie n'est pas la nôtre, organisons-nous pour le retrait! Pour un parti anticapitaliste, unitaire et révolutionnaire ». Nous avons proposé un apéro militant après la manifestation, qui a permis de prendre des contacts et de retrouver des camarades de divers horizons. À l'issue de ce temps convivial, une réunion avec Florence, camarade du CPN de Lyon, a permis de clarifier le projet et de confirmer notre volonté collective de construire ce comité.



NPA

Clarifications politiques

La plupart d'entre nous ont décidé de rejoindre le NPA à la suite de la séparation, en raison des clarifications politiques qu'elle permet et de l'activité qu'elle ouvre, même si d'autres la regrettent. Nous sommes pour le moment une quinzaine et espérons nous élargir rapidement, notamment à l'occasion du meeting du 9 juin avec Olivier Besancenot. Olivier était venu pour un meeting lors de la campagne présidentielle de 2007 et cela reste un souvenir marquant dans la vie militante locale. De nos premiers échanges ressort une forte volonté de formation, sous diverses formes. Plusieurs d'entre nous ont déjà prévu de participer à l'Université d'été du NPA du 27 au 30 août, et plusieurs jeunes militantEs iront également aux Rencontres internationales jeunes du 22 au 29 juillet chez nos voisinEs de l'Allier.

Mobilisations locales

Nous avons commencé à prendre notre place dans les mobilisations locales, notamment dans la lutte contre la fermeture des urgences de Feurs, contre les violences sexuelles et la transphobie, dans la solidarité avec la Palestine, contre Perdriau, le maire de Saint-Etienne empêtré dans une affaire dégueulasse de chantage homophobe à la sexe-tape. Nous entendons participer aux cadres unitaires, notamment sur les questions écologiques, féministes, antiracistes, pour le droit au logement, pour la solidarité avec les sans-papiers. Nous sommes pleinement engagéEs dans la bataille des retraites, et nous comptons profiter de la manifestation du 6 juin pour faire davantage connaître l'existence du comité et appeler au meeting du vendredi 9 juin.

Vous pouvez nous retrouver sur: Instagram: @npa.42;

Twitter: @Parti_NPA42; Facebook: NPA 42; Email: contact@npa42.org;

Site web: http://npa42.org.

MEETING AVEC OLIVIER BESANCENOT VENDREDI 9 JUIN À 19H 30
Amicale laïque du Crêt de Roch, 16, rue Royet, 42000 Saint-Étienne

Vie du NPA**Réservez vos dates pour la 15^e université d'été**

Car la liste des méfaits du pouvoir actuel est bien longue: augmentation de la durée de cotisation et de l'âge de départ à la retraite, cadeaux aux grands patrons avec les exonérations de cotisations et les subventions, casse de l'assurance chômage, loi anti-immigrés, promotion des bassines — qui contribuent au réchauffement climatique —, du nucléaire — ultra-coûteux et qui met nos vies en danger —, toujours plus de sélection sociale contre les jeunes, casse des services publics (santé, éducation, énergie...), attaques contre les associations, répression policière dans les quartiers populaires et contre les mouvements sociaux...

Perspective révolutionnaire de transformation sociale

Avec la crise écologique, le capitalisme nous mène dans une impasse, vers plus d'inégalités, plus de pauvreté. Et la colère qui s'accumule contre Macron et son monde capitaliste peut en grande partie être captée par l'extrême droite, ce danger mortel contre toutes les libertés démocratiques et les droits sociaux. L'espoir, nous l'avons vu dans les grèves et les grandes manifestations de ces derniers mois contre le recul de l'âge légal de départ à la retraite. Un mouvement pour les faire reculer et poser les bases d'une autre société libérée de l'exploitation et des oppressions. Avec cette 15^e université d'été, nous souhaitons discuter de cette perspective et aider à sa construction. Quelles mesures d'urgence pour rompre avec la loi du profit? Comment passer d'une mobilisation contre une réforme à une lutte politique contre le pouvoir en place? Vers quelle société débarrassée de l'exploitation et des oppressions, où on discute démocratiquement de tout le fonctionnement social? Quel parti pour la rupture et la transformation révolutionnaires de la société?

De tous ces aspects, notre 15^e université d'été va être le reflet, par

Comme chaque année, la 15^e université d'été du NPA se tiendra à Port-Leucate à partir du 26 août après-midi et jusqu'au 31 août après le petit déjeuner. Elle sera l'occasion de discussions tous azimuts, de se former dans une ambiance détendue et de se préparer aux combats qui ne vont pas manquer...



l'échange et la discussion, et en aidant à lancer des chantiers de (re)construction. Dans ce cadre, nous souhaitons particulièrement cette année en faire une université d'été ouverte aux autres courants, regroupements et militantEs avec qui nous partageons bien des combats et la volonté de construire une force politique en rupture avec ce système.

Un programme en cours de préparation

Meeting de rentrée, discussions et débats entre différents courants ou regroupements politiques, rencontres, éclairages historiques et anniversaires, formations et débats d'actualité... Si le programme est en cours d'élaboration, c'est toujours avec l'objectif de promouvoir les échanges entre sympathisantEs et militantEs anticapitalistes, les rencontres avec des militantEs du mouvement social ou d'autres courants politiques de la gauche radicale (d'ici et d'ailleurs), ainsi qu'avec des intellectuelEs et des spécialistes.

De 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, plusieurs cycles et ateliers se déroulent en simultané. Le plus difficile reste de choisir! Le créneau de 17 h à 19 h est plus léger pour permettre balades, bains de mer ou baignades à la piscine, ou discuter tranquillement... Dans la soirée, détente assurée: projections, bar, et même quelques rencontres avec nos invitéEs. Nous sommes en pension complète, c'est-à-dire logéEs en bungalow et nourriEs en restauration collective. Les enfants sont pris en charge en journée par des animateurEs. Le prix de l'inscription est fonction des revenus. Alors, n'hésitez pas, inscrivez-vous! C'est à Port-Leucate, près de Leucate La Franqui, où se trouve une gare de laquelle on rejoint le village-club Rives de Corbières en bus. Il est aussi possible de venir en voiture par l'autoroute A9. On vous explique tout dans une plaquette qui sort ces jours-ci. Toutes les informations sont également disponibles sur nouveauantiparticaliste.org/udt2023.

**Agenda**

Jeudi 25 mai, réunion publique unitaire avec Christine Poupin, Saint-Denis. À 19h, à la Bourse du travail, 9, rue Genin. Avec Stéphane Peu (député PCF-Nupes), Lila Jacquin (UCL), Rodrigo Arenas (député LFI-Nupes) et Christine Poupin (porte-parole du NPA).

Jeudi 25 mai, réunion publique «Autogestion et révolution», Paris 18^e. Avec Théo Roumier auteur du livre *Autogestion et révolution*. Charles Piaget, *interventions, 1974*. À 19h30, à la librairie Le Rideau rouge, 42, rue de Torcy, M^o Marx-Dormoy.

Vendredi 26 mai, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot, Montluçon.

Samedi 27 mai, Rencontres de La Brèche: présentation de La victoire était entre nos mains de Nikolai Soukhanov, Paris 12^e. À 17h, présentation par les éditions Smolny des carnets de l'un des fondateurs du Soviet de Saint-Petersbourg, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine. Lire page 11.

Mercredi 31 mai, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot et Christine Poupin, Rouen. À 20h, à la Halle aux Toiles.

Jeudi 8 juin, projection-débat du film Il nous reste la colère avec Philippe Poutou, Clermont (Oise). À 20h, au cinéma du Clermontois, salle Paul-Lebrun, place Jean-Corroyer. À l'initiative d'Attac Oise et du NPA.



Du 22 au 28 juillet, Rencontres internationales jeunes, Moulins-sur-Allier. Pour s'inscrire: jeunes@nouveauantiparticaliste.org

Du dimanche 27 au mercredi 30 août, 15^e université d'été du NPA, Port-Leucate. (Lire ci-contre)

Réunion unitaire**À l'Isle-sur-la-Sorgue, l'écosocialisme en débat unitaire**

Le 12 mai dernier, une quarantaine de participantEs étaient réunis dans cette petite ville du Vaucluse, pour discuter des enjeux de la crise sociale et écologique, autour de représentantEs de la Confédération paysanne, de la LFI, du NPA.

Le combat pour la préservation des terres agricoles doit s'intensifier, selon Laurent Theron de la Confédération paysanne. Les chantiers de travaux publics s'accroissent depuis la loi Zéro Artificialisation Nette qui doit réduire de moitié le rythme d'artificialisation d'ici à 2030. Les recours en justice et les actions légales menées par la Conf' et les collectifs auxquels elle s'associe freinent peu les politiques capitalistes de destruction des terres fertiles.

Dynamique à impulser contre l'extrême droite

François Sandoz pour LFI rappelle les luttes menées avec le NPA et souligne la nécessité d'une



NPA

dynamique des organisations de notre camp social, contre l'extrême droite dans le département. Concernant les effets

du réchauffement climatique en Vaucluse, largement touché par la pénurie d'eau, il souligne l'absurdité de mesures prises par

les éluEs locaux s'apparentant à du greenwashing.

Christine Poupin, notre porte-parole, a démarré son intervention par la barbarie du système capitaliste et a souligné l'urgence à répondre à la crise climatique et à l'effondrement de la biodiversité, les difficultés à s'opposer au productivisme pour finir sur l'alternative politique que propose l'écosocialisme.

Le débat qui a clôturé cette réunion a porté sur les accords et ou dissensions entre la Nupes et le NPA avec des interventions sur notre position concernant la guerre en Ukraine, ce qui nous a permis de souligner notre soutien à l'autodétermination des peuples.

Correspondante

Livre

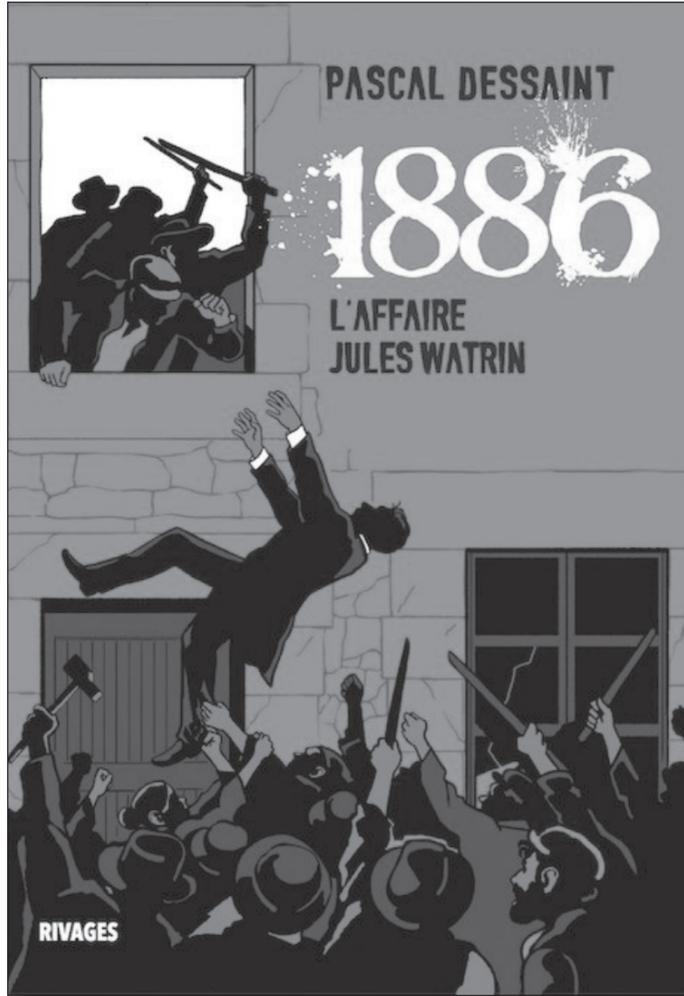
1886. l'Affaire Jules Watrin, de Pascal Dessaint

Éditions Rivages, 2023, 272 pages, 21 euros.

Pascal Dessaint signe un texte nerveux et puissant qui s'attarde sur des événements historiques qui ont marqué le bassin minier de Decazeville dans l'Aveyron à la fin du 19^e siècle : la défenestration fatale de Jules Watrin, un cadre de « la compagnie » particulièrement détesté des mineurs et de la population, la longue grève qui s'ensuivit — 108 jours — et le procès de celles et ceux qui furent accusés du meurtre. Bien ancré dans notre époque, il livre incidemment une réflexion sur la violence dans le mouvement social.

Un homme est mort

De sa plume acérée, parfois clinique, souvent épique, Pascal Dessaint raconte une histoire violente. La violence, incontestable, de la mise à mort de Jules Watrin, quasiment lynché, frappé, malmené par une foule de prolétaires en colère, dont les plus déterminés finissent par le jeter par une fenêtre. Mais dès les premières pages, l'on choisit son camp. Le maire choisit son camp, les députés de gauche choisissent leur camp, l'auteur choisit son camp : la violence dont il est question ici est celle de l'exploitation infligée par la bourgeoisie à celles et ceux qui sont tenus de vendre leur force de travail pour survivre. Cela nous vaut un récit détaillé de la lutte, où sont mis en avant — chacune et chacun d'entre elleux est nommé et identifié — celles et ceux qui mènent



la grève, ou qui la soutiennent. L'engagement des journalistes de la presse de gauche est entier, leur verve et leur talent nous font rêver d'un temps où le langage de la lutte n'avait pas de ces précautions qui font de nos journaux actuels des recueils de textes mornes et plats!

Ah! Zola!

La grève se termine le 14 juin, le procès commence le 15. Les accusés sont défendus par des avocats illustres, parmi lesquels plusieurs députés, dont un certain Millerand. Dans le prétoire, le ton rappelle celui des articles de *l'Intransigeant*, et surtout du fameux *Cri du peuple*. S'il y a violence, c'est celle de « la compagnie » qui asservit ses mineurs, ses ouvriers, les exploite de façon éhontée en les épuisant à la tâche pour des salaires de misère et se rend responsable de la mort de nombre d'entre eux, tant les accidents de mine sont fréquents. Cela évoque tellement *Germinal* que le nom de Zola est cité, sérieusement, comme un des inspirateurs des troubles qui agitent le bassin minier! Encore une fois, cette fin de 19^e siècle résonne en nous, tant la question de la violence y est abordée d'un point de vue de classe très salutaire, alors que l'intransigeance patronale, en y réfléchissant bien — très peu, en fait — nous renvoie évidemment à la macronie, arrogante et pleine de mépris.

Vincent Gibelin

Récit

Carnets de la Révolution russe, de Nikolai Soukhanov

Traduit du russe par Guillaume Fondu, *La victoire était entre nos mains* (tome 1, février-juin 1917), éditions Smolny, 2023, 896 pages, 32 euros et *Au milieu du feu et de la poudre* (tome 2, juillet-octobre 1917), éditions Smolny, 2023, 864 pages, 32 euros.

Nikolai Nikolaïevitch Soukhanov, de son vrai nom Gimmer, (1882-1940), comme presque tous ces intellectuels et activistes qui de près ou de loin ont été liés à la Révolution russe, a fini par être fusillé. Soukhanov n'a jamais été avec les bolcheviques, il était menchevique. Cependant, comme la guerre lui faisait horreur, il était internationaliste. Espèce fort rare...! Mal vue des mencheviques et des bolcheviques. Il était marxiste et membre du soviet de Petersburg. Loin, donc, du commentateur qui regarde « objectivement » les événements de loin et les relate sans s'engager.



Témoignage idéal, conteur honnête et captivant

Sa chronique de la révolution russe n'est pas un livre d'histoire et encore moins un traité politique. C'est le récit d'un témoin qui a ses entrées partout, qui connaît tout le monde. Un témoin idéal, loin des partis pris, des manœuvres politiques, des engagements idéologiques fermes, ce que nous pouvons lui reprocher. Pourtant le bon côté de cette manière d'être, c'est qu'elle lui permet d'autant mieux de pénétrer partout, d'observer, de rencontrer tout le monde, d'interviewer, de décrire. Le lecteur qui porte un intérêt à la Révolution de 1917 ne pourra que se laisser submerger par l'atmosphère de l'époque. Les personnages prendront corps devant lui. Leurs actes, leur psychologie, leurs travers sont brillamment exposés car la révolution c'était aussi cela, une humanité en ébullition certes, dont les camps sont antagoniques, mais composée d'individualités souvent fort attachantes ou repoussantes, voire pitoyables.

Lénine attendait avec impatience chaque livraison de ses « Notes » rédigées dès 1918. Il faut dire que Soukhanov sait écrire : il est proprement captivant! C'est un authentique conteur, fondamentalement honnête car il n'a pas de boutique à défendre. Son grand tort est d'avoir gardé son originalité au moment le moins opportun : spécialiste des questions agricoles, notamment de la commune agraire russe, il s'oppose au cours stalinien dans les campagnes, cours qui confine dans certaines régions à un véritable génocide (Ukraine). Au lieu de s'exiler comme beaucoup, il persiste et signe : il est fusillé pour « trahison » autant que pour avoir été le témoin, et l'avoir écrit, de cette éminente médiocrité qu'étaient Staline et les siens.

La librairie La Brèche

Samedi 27 mai 2023 à 17h, présentation à la librairie La Brèche (27 rue Taine, Paris 12^e) des *Carnets de la révolution* par l'éditeur.

Roman

Sur la dalle, de Fred Vargas

Éditions Flammarion, 2023, 512 pages, 23 euros.

Un nouveau Vargas, c'est un événement. Le retour du commissaire Adamsberg, c'est un peu comme des retrouvailles, tant on se sent en pays de connaissance, et ça fait toujours plaisir!

La famille...

Dans la famille Adamsberg, je voudrais le commandant... mais il n'y est pas : les vedettes, cette fois, sont Mercadet et Rétancourt... Ah pardon, vous ne connaissez peut-être pas l'univers des polars de Fred Vargas. Alors, pour les néo et futurs fans, la recette : prenez

un commissaire toujours un peu à l'ouest, aux méthodes d'investigation incertaines, pas très sociable, qui a besoin de s'isoler — ici c'est les pieds dans l'eau, au fil du ruisseau, ou allongé sur un dolmen (la dalle, donc!) —, très controversé parmi ses supérieurs mais adulé par ses adjoints; entourez-le d'une équipe très composite — les héros cette fois sont Rétancourt, une femme forte, irrésistible, et Mercadet, hypersomniaque mais bidouilleur génial —; transposez le tout dans un contexte à forte identité — ici la Bretagne romantique — et soyez assuré que tout finit bien!

Je ne sais pas

L'intrigue est bien entendu très compliquée, on n'est jamais certain de tout comprendre, mais c'est normal; les personnages sont souvent plus bizarres encore que le commissaire, souvent très attachants — ici Chateaubriand! —; la distribution du bien et du mal, des bons et des méchants reste évidemment aléatoire, mais la morale est toujours sauve et la justice finit par l'emporter. La débauche de moyens alloués à l'enquête est ici tout à fait invraisemblable, l'imagination retorse des malfaiteurs sans limites, mais ce n'est pas un problème. Ici, dans une chronique digne de ce nom, c'est le moment de placer

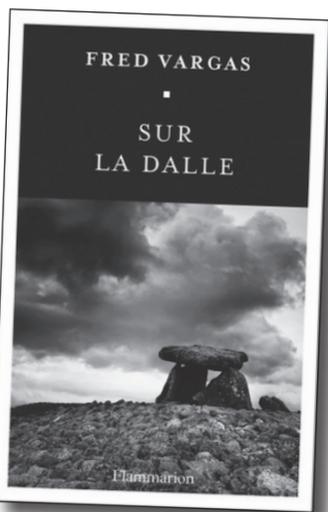
la phrase qui donnera envie d'aller acheter le livre (ou de l'emprunter), en tout cas de le lire, qui va déterminer le choix de la lectrice ou du lecteur : le dernier Vargas est-il un bon cru? À cette question cruciale, un peu surfaite, il est probable que le commissaire Adamsberg répondrait : « Je ne sais pas ». Sachez seulement que ce livre compte un peu plus de 500 pages et que je l'ai lu en deux jours...

Claude Moro

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
 ★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44
 www.la-breche.com
 contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
 Lundi : 14 h – 20 h,
 mardi au samedi :
 12 h – 20 h



l'Anticapitaliste la revue
Le n°145 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
 2, rue Richard-Lenoir,
 93108 Montreuil cedex.
 Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

SALAIRES « La grève, c'est la seule force qu'on a finalement »

Entretien. Les salariéEs de Vertbaudet (entreprise de vente par correspondance de vêtements pour enfants située dans les Hauts-de-France), parmi lesquelles plus de 80 % sont des femmes, sont en grève depuis deux mois pour revendiquer une augmentation de salaire. L'Anticapitaliste s'est rendu sur le piquet de grève et a échangé longuement avec **Manon Ovion**, déléguée syndicale CGT chez Vertbaudet.

Pourriez-vous revenir sur le début de votre combat ?

On a commencé une grève le 20 mars à la suite des NAO (négociations annuelles obligatoires) qui ont eu lieu courant février début mars et qui ont été signées par des syndicats avec une augmentation de salaire à 0%. On a eu une prime de PPV (prime de partage de valeur) de 650 euros, au prorata du temps de travail, que tout le monde n'a pas touchée finalement. On a eu une augmentation sur la prime panier de 50 centimes, vraiment des brouilles. Les salariéEs étaient en colère. Le jeudi avant ce fameux lundi de mars où on s'est mis en grève, le PDG a proposé une réunion sur le site logistique pour parler des chiffres en disant que la trésorerie de Vertbaudet se portait très bien. Les collègues étaient encore plus en colère et on s'est mis en grève le lundi 20 mars pour demander l'augmentation de salaire que nous n'avions pas eue. Il y a l'inflation qui est là et qui est encore plus grave pour nous qui sommes avec des salaires de misère. Les salariéEs n'ont même pas une prime d'ancienneté : il y a un monsieur qui a 44 ans d'ancienneté et il est payé au Smic. On a une prime de 13^e mois, qui n'est même pas un réel 13^e mois, elle est divisée en trois versements : une partie au mois de novembre, une au mois de juin et une partie mensuelle. Elle fait juste en sorte qu'on soit payéEs au minima de branche.

C'est un salariat avant tout féminin ?
Oui, chez Vertbaudet, on est plus de 80% des femmes ce qui fait qu'on a aussi beaucoup de femmes seules avec des enfants et qui galèrent ; Certaines sont obligées de se mettre à travailler à temps partiel parce qu'on a des horaires assez décalés. Les filles du matin commencent à 4h45, et il n'y a pas de crèche à cette heure-là, il faut donc payer une nourrice. Il faut payer la crèche. Il faut le dire, on travaille pour rien. Partir en vacances ou aller dans un parc d'attractions est impossible pour nous. Je voulais aller avec ma fille à Disney, on n'ira pas car il faudrait faire un crédit pour y aller ! On ne fait rien ! Les restos... ? On peut compter combien de fois on fait un resto à l'année ! Ce n'est pas possible.

Ces salariées avaient-elles l'habitude de faire grève ?
C'est la première grève. Depuis 60 ans que Vertbaudet existe, les salariées n'avaient jamais fait grève. C'est vous dire à quel point on est dans un gouffre. Nous n'avons plus rien à perdre. C'est malheureux d'en arriver là. Il faut que ça bouge, il faut que l'État soit pour une fois avec nous, il faut arrêter de nous dire qu'on nous comprend car parmi ceux qui décident, personne n'est au Smic. Nous, on veut que ça bouge, que les choses changent. Combien y a-t-il d'ouvrierEs en France ? On est tous dans la même situation ; il n'y a personne qui nous entend, en fait, nous, les ouvrierEs, on est les oubliéEs de la France. On a des femmes qui bossent, qui se tuent au travail parce que c'est un travail



Le piquet de grève de Vertbaudet. DR

très dur, c'est pénible. On a un taux de maladies professionnelles chez Vertbaudet qui est énorme, donc on est uséEs, on use notre santé. Tout ça pour ne pas réussir à vivre de son salaire. On a des femmes qui vont se nourrir au Secours populaire, alors que ces femmes elles bossent ! C'est tellement dur : on fait la richesse de la France, grâce à nous il y a des riches, et maintenant ce qu'on a, c'est que les riches sont de plus en plus riches mais les pauvres on est plus nombreux. La grève c'est la seule force qu'on a finalement.

Comment la direction arrive-t-elle à justifier une telle fermeture vis-à-vis de vos revendications ?

Ils ne lâchent rien, ils ont beau dire dans les médias qu'ils veulent entamer un vrai dialogue social et que c'est nous, les grévistes, qui sommes contre. Tous les jours ils nous envoient les CRS pour nous déloger et nous intimider, c'est ça le dialogue qu'ils veulent entamer avec tous ces grévistes qui sont dehors depuis plus de deux mois ? On est reçuEs pour des réunions de négociation parce qu'ils « veulent mettre un terme à ce conflit qui ne peut pas durer » mais quand on nous convie à des réunions et qu'on ne nous propose pas d'augmentation, c'est qu'on ne veut pas résoudre le problème. C'est pareil, quand ils disent dans les médias qu'ils ne sont pas là pour casser la grève, que la grève est un droit alors qu'ils ont eu recours aux intérimaires qui travaillent les jours fériés ; ça a été constaté par l'Inspection du travail ; on est passé au tribunal, et même le tribunal ne nous a pas donné raison. Il y a les courriers qui ont été envoyés aux grévistes pour des entretiens préalables à licenciement pour faute grave, parce qu'on fait grève ! Et là, il n'y a pas non plus une entrave au droit de grève ?

Cela résonne aussi avec ce que nous avons vécu dans le cadre de la mobilisation contre la réforme des retraites...

Bien sûr, tout est lié. On n'est pas sortiEs spécialement contre la réforme des retraites mais quand on voit qu'on est payéEs au Smic au bout de 44 ans et qu'on nous demande de faire deux ans en plus alors qu'on se bousille la santé déjà... Nous, aujourd'hui, on ne sait même pas si on va arriver jusqu'à la retraite,

Quand on nous convie à des réunions et qu'on ne nous propose pas d'augmentation, c'est qu'on ne veut pas résoudre le problème

physiquement. On ne peut pas demander ça aux gens. Nous ne voulons pas de primes, on veut que l'augmentation compte pour nos retraites, on veut que ça soit le taux horaire brut qui change.

Que pensez-vous des propositions autour de l'échelle mobile des salaires qui permettrait d'indexer les salaires sur le niveau des prix ?
C'est ce qui se passe en Belgique. C'est normal que les salaires soient

augmentés à la hauteur du niveau d'inflation que les gens subissent ; déjà sans l'inflation on avait du mal à vivre, cela n'est pas nouveau chez les ouvrierEs, mais maintenant on doit choisir entre acheter une paire de chaussures à son enfant et faire les courses !

Comment faites-vous pour garder le moral et préserver cette force collective malgré la situation difficile ?
C'est la détermination. Le fait de savoir pourquoi on est là depuis le 20 mars, le fait que la direction peut nous augmenter et toute cette répression via aussi les services de police, cela ne fait qu'énervé encore plus les salariéEs. On sait qu'on est mépriséEs par la direction et depuis longtemps mais le fait de voir comment elle nous malmène, comment elle nous maltraite ; elle a beau à dire qu'elle ne cautionne pas la violence, c'est la direction qui la pratique ! C'est ce qui nous fait tenir : ce qu'on voit, ce qu'on vit. Les gens, ils sont sortis ils étaient en colère, après ils ont eu la haine et maintenant ils ont la rage. La direction peut nous envoyer 300 flics ça ne remettra pas en cause le « pourquoi » on est sortiEs, que notre combat est légitime et qu'il doit se faire.

Avez-vous suivi d'autres grèves récentes comme celles des femmes de chambre de l'hôtel Ibis par exemple ?

J'en ai entendu parler. Je pense que ce qui fait le plus peur à l'État est que les femmes normalement ont du mal à se rebeller. Souvent, les grèves sont menées par des hommes, et le fait que là les femmes tiennent et vont gagner — car j'ai l'entière conviction qu'on va gagner — ça va permettre à d'autres femmes dans d'autres entreprises de se battre et c'est pour ça que l'État ne veut pas lâcher. Même si on a des bas salaires, on a aussi notre mot à dire et on doit se battre parce que ce que l'entreprise récolte c'est grâce à nos bras, à nous. C'est ça qui leur fait peur car s'ils cèdent face à nous ils doivent céder pour toute la France.

Propos recueillis par Hélène Marra

L'image de la semaine



Vu ailleurs



METOO: LE TRISTE SPECTACLE DU FESTIVAL DE CANNES. #MeToo, c'est d'abord

l'histoire d'une travailleuse sociale étatsunienne, Tarana Burke. C'est ensuite un mouvement social mondial, parti de révélations sur l'un des plus puissants producteurs américains, Harvey Weinstein. D'emblée, le cinéma était concerné. Depuis, il ne cesse de résister. Surtout en France. Le Festival de Cannes, dont la 76^e édition se déroule du 16 au 27 mai, sous la houlette de son délégué général, Thierry Frémaux, en est une nouvelle illustration.

Sous le feu des critiques d'abord, le choix d'ouvrir le festival avec le film de Maiwenn Le Besco (dite Maiwenn), Jeanne du Barry. La réalisatrice a pris publiquement la défense de Roman Polanski — accusé de viol par six adolescentes au fil des années — et dénigré le mouvement féministe et Adèle Haenel. Surtout, pour interpréter Louis XV, elle a choisi Johnny Depp, accusé de violences conjugales par l'actrice Amber Heard. Son long métrage signe le retour à l'écran de l'acteur américain. Et ce, malgré deux décisions de justice qui lui sont défavorables. [...]

Un second choix est reproché à Thierry Frémaux : celui de finalement retenir, dans la prestigieuse sélection du festival, le long métrage de la réalisatrice Catherine Corsini, Le Retour, connue pour ses engagements à gauche et féministes. Le film s'est pourtant vu retirer ses aides publiques accordées par le CNC (Centre national du cinéma et de l'image animée), d'un montant de 680 000 euros, pour infraction à la législation sur la protection des comédiens mineurs. [...]

Le festival s'ouvre aussi sur fond de critiques faites plus largement à l'industrie cinématographique, accusée de ne pas entendre ni prendre en charge les témoignages de violences sexuelles et sexistes. Le 10 mai, l'actrice Adèle Haenel a annoncé, dans une lettre à Télérama, qu'elle quittait le monde du cinéma, pour dénoncer « la complaisance généralisée du métier vis-à-vis des agresseurs sexuels ». [...]

Lénaïg Bredoux et Marine Turchi, « #MeToo : le triste spectacle du Festival de Cannes », Mediapart, 16 mai 2023

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire